

Fernand Pelloutier

Cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières.

78, RUE DE L'UNIVERSITE — PARIS (VII) LITRE 50-40 — C. C. P. Paris 2.850-04

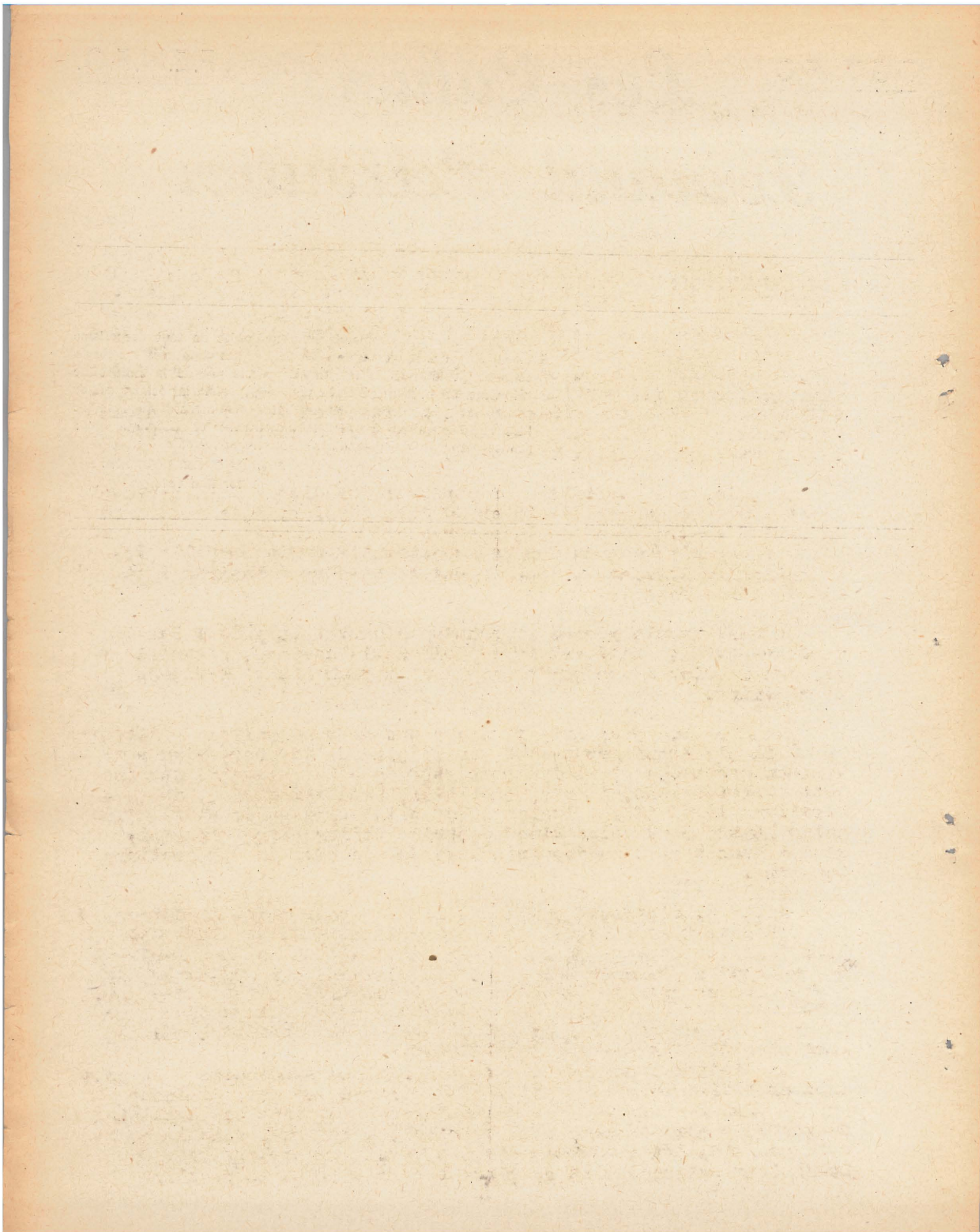
NUMERO DOUBLE

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

FERNAND PELLOUTIER.
1er Mai 1895.

CAHIERS MENSUELS - SOMMAIRE N° 3 - Septembre-Octobre 1949

	Pages
<u>Avant le congrès de Londres.</u>	
- Les tâches de l'Internationale Syndicale	3
- Documents : A. Les débuts de la 1ère Interna- tionale Syndicale	6
B. La France et la Sarre	8
C. Le "Confident" de dizaine	11
<u>Aspects du monde d'aujourd'hui.</u>	
- Impressions d'Allemagne, par Jacqueline Bois ...	15
- Problèmes italiens par G. Payronnet	19
<u>Débat permanent sur les problèmes de l'éducation ouvrière</u>	
- Après Farncombe par Guy Thorel	31
<u>Débats d'actualité.</u>	
- A propos de la participation ouvrière aux bénéfices industriels par Claude	39
- La lutte syndicale par les conventions collec- tives, par Bourbonneux	42
<u>Les Livres.</u>	
- Le Chartisme, par E. Dolléans; les belles journées par Maurice Lime; les chiens enragés par G. Sigaux	45
<u>La vie des Cahiers; la vie du Centre</u>	49
Le numéro	Abonnement ordinaire : 6 numéros : 100 f.
double : 40 f.	Abon. de soutien : 6 N° : 200 f. minimum.
par virement au C.C.F. de la Fédération de l'Education Natio- nale : PARIS 2850-04.	



AVANT LE CONGRES DE LONDRES.

LES TACHES DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE.

Il n'est pas dans notre intention de retracer les circonstances qui ont amené la constitution de la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.), et celles qui ont provoqué sa rapide décomposition. Encore qu'il serait intéressant d'analyser les causes des deux phénomènes, il y faudrait des loisirs et une place dans ces cahiers, que nous n'avons pas. Mais le fait est là : la F.S.M. n'existe plus ou ce qui en reste ne peut plus faire illusion qu'à ceux qui baptisent encore syndicat ce qui n'est qu'organisation soviétique subordonnée. La décision des Trade Unions britanniques et du C.I.O. des Etats-Unis d'en sortir, a enfin levé toute équivoque. Il en est ainsi.

Depuis, une Conférence préparatoire Syndicale Internationale s'est réunie à Genève les 25 et 26 Juin dernier. Elle a désigné un comité préparatoire de 16 membres qui est chargé de mettre au point l'organisation du Congrès Constitutif de la Nouvelle Internationale Syndicale, Congrès qui se tiendra à Londres à la fin de Novembre 1949.

A quel besoin répond la réunion d'un tel congrès ? Que décidera-t-il ? S'il est impossible de le deviner, n'est-il pas bon de dire à son sujet ce que nous souhaitons ? Essayons de répondre.

De même que pour nous il n'y a pas de syndicalisme véritable là où il n'y a qu'un groupement sur le plan de la profession sans liaison organique et action concertée avec les travailleurs des autres professions, il y a limitation, amputation même, du syndicalisme là où il y a isolement de celui-ci dans le cadre d'une nation comme dans celui d'une doctrine philosophique ou religieuse procédant d'autres principes que de ceux du syndicalisme lui-même.

Si le syndicalisme n'a pas seulement pour objet la défense des intérêts immédiats des travailleurs, mais si sa tâche est bien à partir du terrain solide de cette défense de concevoir et de promouvoir l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, il y a en lui un principe d'action et d'éducation sociale irréductible aux formes d'action et d'éducation qui ont la nation pour champ et la conservation des structures d'une société où il n'y aura bientôt plus que des frontières.

La liaison organique des confédérations syndicales - et nous voulons parler de celles qui seules méritent ce nom, excluant par là même les caricatures communistes - est donc une condition d'existence pour le mouvement syndical. Alors que, dans la majorité des cas, les gouvernements des Etats sont embarrassés de traditions nationales et ne peuvent concevoir la coopération

internationale que comme une juxtaposition ou au maximum comme une tentative de conciliation des égoïsmes et des vanités nationales, la classe ouvrière de tous les pays peut et doit montrer qu'elle a dépassé cette mentalité du clan et qu'elle pense et qu'elle agit à sa propre échelle qui est internationale.

Cela doit apparaître clairement dans la structure même de l'organisation syndicale internationale. Que celle-ci soit formée seulement des confédérations nationales ou bien qu'à la manière de notre confédération (avec ses U.D. et ses fédérations) il y ait coordination ou plutôt et vraiment fédération des centrales nationales et des Secrétariats Professionnels Internationaux (S.P.I.), les syndicalistes sont tous d'accord sur la nécessité de permettre aux S.P.I. une vie personnelle. La subordination des S.P.I. que la F.S.M. voulait réaliser était au fond la manifestation d'un esprit nationaliste même s'il était trop clair qu'il y avait d'abord volonté impérialiste de la part des maîtres de l'U.R.S.S.

Il est tout aussi évident que là où des nations s'égarent, entraînées qu'elles sont par les routines des diplomaties et la sottise essentielle des états-majors, l'organisation syndicale internationale peut et doit exprimer le juste sentiment qu'a la classe ouvrière dans son ensemble de son intérêt immédiat et lointain.

Des hommes de gouvernement peuvent dénoncer le nationalisme des autres et se conduire eux-mêmes en nationalistes. Même si le problème sarrois, par exemple, n'est rien en comparaison d'autres problèmes où se heurtent les nationalités ou les impérialismes, il est néanmoins certain qu'une internationale syndicale véritable devra aider à le résoudre autrement qu'en suivant le sillage d'une politique que Poincaré n'aurait pas désavouée. Notre sensibilité est-elle, sur ce point, excessive? Il nous semble au contraire que les rapports entre les prolétariats allemands et français ont été suffisamment empoisonnés pour que l'Internationale syndicale se préoccupe de placer un tel problème ainsi que celui de la Ruhr, sur le plan économique et social où la solution est possible. Belle occasion de montrer que là où les diplomates et les militaires échouent parce qu'ils pensent 19ème siècle (ou avant); le syndicalisme, lui, pense 1950.

Et puisque nous sommes en 1950, puisque nous sortons de deux guerres où s'est forgé l'appareil d'exploitation inhumaine le plus perfectionné qu'on ait jamais vu, il y a cette immense tâche qui attend l'Internationale : dénoncer la tyrannie communiste, la dénoncer en prouvant quels sont les crimes de cette tyrannie. Mais en même temps, et sans que l'énergie dépensée dans ce sens ne diminue l'ardeur des syndicalistes dans leur propre lutte contre leurs propres exploiters locaux (même quand ceux-ci, en comparaison des tortionnaires des camps de Sibérie, semblent des "boys-scouts") et dans la manifestation

de la solidarité pour les plus défavorisés, l'Internationale par ses déclarations et par ses actes, montre bien qu'elle ne lutte pas seulement pour ceux qui la constituent, mais qu'elle a le souci de sauver le peuple admirable qui travaille et qui souffre dans le silence et le désespoir de la steppe stalinisée. Et qu'elle a la conviction qu'elle y parviendra non par le déclenchement du cataclysme d'une nouvelle guerre, mais par l'action héroïque et modeste à la fois, patiente et ardente pourtant, par l'action tenace des travailleurs qui savent que leur émancipation est leur propre tâche.

Admirable leçon que la classe ouvrière peut donner à ceux qui, dans de grandes organisations internationales qui devraient être vivantes, pensent parfois juste mais n'avancent pas parce qu'il leur manque l'ardeur d'une conviction et la juste compréhension d'un péril auquel il faut échapper.

G. WALUSINSKI.

N.B.- Volontairement, nous n'avons rien dit des modalités pratiques d'organisation et d'action dont le Congrès délibérera. Nous nous réservons en particulier de revenir sur les tâches d'information et sur celles de l'éducation ouvrière qu'une Internationale Syndicale digne de ce nom se doit d'envisager.

Cela a bien été souligné, à la Conférence de Genève, par le camarade Oldenbroek qui y représentait les S.P.I. Nous citerons la fin de son intervention, remarquable à plus d'un titre :

"Je suis de l'avis qu'il y a trois importants domaines dans lesquels la nouvelle internationale doit avoir une organisation exemplaire. Elle doit avoir un excellent service de publications. Elle doit avoir un excellent service de recherches et elle devra être active dans le domaine de l'éducation. Rien ou presque rien n'a été fait dans ces domaines par une organisation internationale. Votre internationale ne sera pas bonne aussi longtemps que son travail ne sera pas égal et si possible supérieur à tout ce que n'importe quel centre syndical national peut faire. Si elle ne réussit pas à le faire, votre internationale n'aura pas le prestige dont elle a besoin. Monsieur le président, je veux m'arrêter ici, car j'ai presque épuisé le temps qui était à ma disposition. J'ai entendu parler du besoin d'avoir de la discipline dans l'organisation. Je me permets de résumer en disant : N'entrez pas dans l'internationale pour dominer. N'entrez pas dans l'internationale pour esquiver vos responsabilités. Entrez dans l'internationale pour la servir." (Applaudissements).

DOCUMENTS

A.- LES DEBUTS DE LA PREMIERE INTERNATIONALE SYNDICALE.

Du livre de Rösmer, "Le mouvement ouvrier pendant la guerre", nous tirons la page suivante (p. 31-32).

L'organisation internationale des syndicats a pris forme en 1902, à Stuttgart. L'initiative en revient à Karl Legien, secrétaire de la Centrale syndicale allemande. Il avait soumis son projet aux délégués de divers pays, notamment des pays scandinaves, rassemblés l'année précédente au congrès des syndicats danois. On décida d'inviter les Centrales syndicales de tous les pays à envoyer des délégués au congrès que les syndicats allemands devaient tenir à Stuttgart en 1903. L'Angleterre, la France, la Belgique, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la Hollande, l'Italie, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Bohême, répondirent à l'invitation. Un échange de vues eut lieu. Le projet de Legien consistait dans la création d'un "Secrétariat syndical international" dont l'objet serait aussi modeste que l'appellation : établissement de statistiques syndicales, étude des moyens propres à assurer la solidarité apportée aux organisations en grève, échange d'informations sur l'état du mouvement et de la législation ouvrière dans chaque pays. Il fut adopté à la quasi-unanimité, et sous cette forme il prit définitivement corps à la Conférence réunie en 1903, à Dublin. Les secrétaires de la C.G.T. participèrent à cette Conférence. Ils demandèrent qu'à l'ordre du jour de la suivante, on inscrivît l'antimilitarisme et la grève générale. Un referendum eut lieu en conséquence, qui se prononça pour la négative. On voulait rester sur la base primitive, et à la Conférence suivante (Amsterdam 1905) - à laquelle la C.G.T. refusa de participer en suite du refus qui lui avait été opposé - on spécifia que : "Toutes les questions théoriques sont exclues des délibérations, de même que celles relatives aux tendances et à la tactique du mouvement syndical des différents pays." Donc, après avoir adhéré, la C.G.T. reste en dehors de cet embryon d'Internationale syndicale. Il faut ajouter à son grief essentiel le fait que ses délégués ont été frappés, à Dublin, du caractère futile de ces rencontres et des débats qui s'y déroulaient, et en avaient conclu que cela ne valait vraiment pas le voyage.

Cependant, au lendemain du Congrès de Marseille, les relations furent reprises avec le Secrétariat. On n'exigea plus que l'antimilitarisme et la grève générale fussent inscrits à l'ordre du jour; on demanda seulement que le Secrétariat acceptât de porter à l'ordre du jour d'une prochaine conférence la question des congrès ouvriers internationaux.

Les Conférences, auxquelles la C.G.T. participe de nouveau, n'ont pas d'histoire. Elles se réunissent chaque deux ans, à Paris, Budapest, Zurich. Ce sont toujours uniquement des échanges de statistiques, des informations mises en commun des débats sur des questions techniques d'organisation syndicale qui, certes, ont leur intérêt mais un intérêt très strictement limité et ne peuvent, à elles seules, constituer toute la tâche d'une Internationale syndicale. Toutefois, à la dernière Conférence qui a lieu avant la guerre, celle de Zurich en 1913, l'Assemblée est plus nombreuse que d'ordinaire. On a invité pour la première fois les Fédérations internationales d'industrie à envoyer des délégués qui pourront participer aux débats mais seulement avec voix consultative. Et on décide de substituer au titre trop modeste de "Secrétariat" celui de "Fédération Syndicale Internationale". Le cadre s'élargit, mais il n'y a rien de changé quant au fond. La C.G.T. y est, comme toujours, complètement isolée; elle est traitée en parent pauvre; on ne manque jamais de lui rappeler la modicité des cotisations qu'elle verse. Ce qui prime tout, c'est l'importance des effectifs et la situation financière des organisations.

"Oui, nous sommes isolés dans l'Internationale, répondra Griffuelhes à des critiques, mais c'est parce que nous la dépassons." Sans doute, mais c'est d'abord parce que la C.G.T. ne ressemble à aucune autre des Centrales syndicales qu'elle rencontre dans le Secrétariat, ni par la forme d'organisation, ni par le but qu'elle s'assigne. Dans tous les autres pays, l'organisation syndicale est une lourde machine qui ne se meut pas facilement. Les syndicats y ont, certes, pour objet la défense des ouvriers, mais ils sont au moins autant des mutualités, distribuant des secours importants de chômage, de maladie, assurant même des retraites de vieillesse; d'où la nécessité de fortes cotisations syndicales. La C.G.T., elle, est tout le contraire: elle est aussi mobile qu'un parti politique; et de même ses syndicats. Un syndicat confédéré typique n'est jamais embarrassé par sa caisse; il ne demande à ses adhérents que des cotisations modiques et ne se charge d'aucun service de mutualité. Enfin, hors de France, l'action des Centrales syndicales est étroitement liée à celle des partis socialistes; il s'y fait, de plein gré, une division du travail: aux Partis, les tâches politiques; aux Centrales syndicales, la besogne corporative.

Cependant, la C.G.T. n'en exerce pas moins une influence non négligeable au dehors. Dans plusieurs pays, notamment en Espagne, en Italie, en Hollande, etc., des organisations syndicales dissidentes existent, sur la base du syndicalisme révolutionnaire, qui tenteront même, à Londres en 1913, de créer une Internationale syndicaliste révolutionnaire à côté du Secrétariat réformiste. La C.G.T., soucieuse de garder le contact avec les masses organisées des autres pays, avait refusé d'y participer; le Congrès eut lieu néanmoins, mais il montra surtout que sous les vocables de "syndicalisme révolutionnaire" il y avait des choses assez sensiblement différentes.

- 8 -

B.- LA FRANCE ET LA SARRE.

Pour illustrer la remarque faite dans notre éditorial sur le problème de la Sarre, nous reproduisons un passage significatif de la conclusion d'un article du grand quotidien anglais, le "Times", du 5 Septembre 1949. « Objectivité quant au fond, modération du ton ».

La Sarre, comme on l'a reconnu depuis longtemps, forme avec la Lorraine une unité économique naturelle. Sauf pendant les cinq années 1935-1940, il n'y a pas eu, depuis 1870, de frontière entre le charbon sarrois et le minerai lorrain, entre les vivres lorrains et les mineurs et métallurgistes de la Sarre. Hitler, qui traça la frontière, la fit disparaître à la première occasion en formant avec la Sarre, l'Alsace et la Lorraine une nouvelle province du Reich, le Westmark.

Malgré tout, il est probable que le dernier mot n'a pas été dit sur l'avenir de la Sarre. Il reste à prouver si son charbon de deuxième qualité et ses industries métallurgiques ajoutent à la force économique de la France. Comme un officiel français l'a fait remarquer à notre correspondant, ce dont ce pays a besoin, avec les besoins de sa reconstruction, c'est de manger plus qu'il ne produit, et le marché pour ses produits devient, d'un marché où le vendeur fait le loi, un marché où c'est l'acheteur qui le fait. Du point de vue sarrois, l'accès au marché français et, par le moyen des traités français de commerce, l'accès aux marchés d'outre-mer a aidé le territoire à se relever beaucoup plus vite que les zones allemandes. Mais à la longue la Sarre aura besoin du marché allemand comme du marché français. Lorsque la reprise économique en Allemagne dépassera celle de la Sarre, si elle la dépasse - le rattachement et d'autonomie pourront bien paraître moins attrayants.

Pour le moment du moins, cependant, la majorité du peuple sarrois est satisfaite, comme elle a quelque raison de l'être, de l'accord avec la France. Son évolution sera influencée par de nombreux facteurs économiques, politiques, religieux et sentimentaux. La marche des affaires en général et celle de la politique allemande ne sont pas sous le contrôle exclusif de la France et de la Sarre. Mais le fonctionnement du Statut l'est, et il n'y a aucun Sarrois qui ne trouve pénible que la séparation politique avec l'Allemagne entraîne une séparation matérielle rigoureuse.

La chose la plus difficile pour les Sarrois est d'obtenir un passeport pour traverser la frontière et rendre visite à des parents et à des amis en Allemagne, ou pour recevoir leur visite. Pourquoi les Français, dont la politique a été d'une façon générale si adroite et si conciliante, commettent-ils

cette grosse gaffe psychologique ? La chose est difficile à expliquer.

"Die Freiheit", organe social démocrate paraissant à Mayence (Zone française) a publié le 26 Septembre l'article ci-dessous, dont on appréciera aussi le ton mesuré. On notera la convergence des conclusions du grand quotidien conservateur et de ce quotidien socialiste.

C'est avec une progression vraiment automatique qu'apparaissent, en Sarre, les courants d'opposition contre la politique du rattachement économique. Au cours de ces dernières semaines, de fortes tendances à une révision de la politique menée jusqu'à présent par le gouvernement sarrois se sont fait jour dans les grands groupements économiques, à la Chambre du Commerce et de l'Industrie, ainsi qu'à l'Union des Caisses d'épargne. Maintenant, on perçoit également dans les grands partis politiques une prise de position relativement nette contre certaines mesures françaises.

C'est ainsi que le S.P.S. (parti socialdémocrate sarrois) proteste contre l'emprise étrangère excessive que les influences du haut-commissariat imposeraient à l'administration sarroise. Il demande le remplacement du haut-commissaire par un envoyé du gouvernement français. Le S.P.S. va jusqu'à délimiter les attributions de ce représentant de la France. Il aurait uniquement pour rôle d'assurer l'unité monétaire et douanière de la Sarre avec la France. Dans l'autre direction -- c'est-à-dire vers l'Allemagne -- le S.P.S. demande au gouvernement d'engager des négociations immédiates avec le gouvernement Fédéral de l'Allemagne occidentale pour que soient aplanies les difficultés existant entre la Sarre et l'Allemagne -- on entend par là la coupure entre la Sarre et l'économie allemande ainsi que les entraves, encore maintenues, au trafic des personnes entre la Sarre et l'Allemagne. On demande que Sarrois et Allemands puissent franchir, sans passeport ni visa, la frontière sarroise.

Dans cet ordre d'idées, on déclare que les possibilités de débouchés en France, pour les produits de l'industrie sarroise, vont diminuer de plus en plus au cours des prochaines années et des prochains mois. La production française de charbon a atteint son niveau d'avant la guerre. Aussi n'y a-t-il aucune raison de croire que la France continuera à se fournir -- comme jusqu'à présent -- en charbon sarrois.

Dans les milieux bien informés, on est d'avis que les récentes revendications du S.P.S. sont une sorte de soupape pour le mécontentement qui grandit dans la population sarroise.

On est d'autant plus étonné par ces revendications qu'elles ont été soulevées par des personnalités qui ont elles-mêmes tout fait pour consolider la position du haut-commissaire en territoire sarrois au regard du gouvernement français. On croit savoir également qu'au sein du comité directeur du parti socialiste sarrois, de vives divergences de vues se manifestent au sujet de certains dirigeants, parce que ceux-ci avaient essayé, avant même la session du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, d'éveiller l'espoir que la Sarre serait invitée à participer, comme Etat indépendant, au Conseil de l'Europe. Ce point de vue avait été soutenu aussi par le secrétariat du haut-commissaire devant des hommes politiques sarrois. Ces spéculations s'étant avérées illusoires, les esprits sont sensiblement dégrisés.

=====

UN ANNIVERSAIRE.

"Il y a 40 ans, le 5 Octobre 1909 paraissait le n° 1 de la revue de "La vie ouvrière". Rien de commun avec la feuille politique qui corrompt aujourd'hui le mouvement ouvrier. Au contraire, le début d'une revue qui a montré la voie et qui doit encore servir d'exemple aux publications syndicales d'aujourd'hui.

Du 2ème numéro, du 20 Octobre 1909, nous citerons :

"L'EXPERIENCE DE TOUS LES PAYS MONTRE DE LA FACON LA PLUS CONCLUANTE QUE L'ORGANISATION ECONOMIQUE, INTELLIGEMMENT CONDUITE, A BEAUCOUP PLUS DE POIDS QUE L'ACTION POLITIQUE, CAR, QUEL QUE SOIT LE PARTI POLITIQUE QUI SOIT AU POUVOIR, UNE ACTION SYNDICALE AVISEE ET ENERGIQUE OBLIGE LES POLITI- CIENS A DES CONCESSIONS".

Tom MANN.

C. LE "CONFIDENT" DE DIZAINE.

Nous n'avons rien voulu couper de l'article suivant qui a paru dans "Rude Pravo" (Drapeau Rouge), quotidien communiste de Prague, le 24 Août dernier. On comprendra, en le lisant, que dans la République dite populaire de Tchécoslovaquie comme dans tout régime totalitaire, il n'y a plus de place pour le syndicalisme. Dans l'usine, à côté du travailleur, il y a le "confident" grâce à qui le parti (le seul, l'unique) saura tout.

Rappelons que le secrétaire de la Centrale dite syndicale tchécoslovaque est l'actuel Président du Conseil des Ministres de ce pays où la confiance est ainsi organisée et que cette centrale est affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) dans laquelle le Secrétaire général Saillant est le confident provisoire du même parti.

Il y a six mois, on pouvait encore compter sur les doigts d'une main le nombre d'ouvriers de choc aux usines Gottwald, la première fabrique de machines à Brno. L'organisation d'usine du Parti éprouvait quelque difficulté à développer la compétition socialiste. Les "confidents" de dizaine s'occupaient surtout de ramasser les cotisations et de convoquer des réunions tandis que les fonctionnaires du comité des organisations d'usine ne parvenaient pas à remplir leur tâche quotidienne d'organisation politique et productrice. Les camarades se sont penchés sur ce problème et ont défini avant tout le rôle et la mission du "confident" de dizaine dans l'usine. Ils ont reconnu que sans ce "confident", - agent de liaison entre le Parti et les masses qui, chaque jour, sur tous les chantiers de travail, facilite tant par l'organisation que par la politique l'accomplissement des tâches fixées par le Parti, - il était impossible de développer la compétition socialiste de façon massive. Les camarades ont aussi fort bien compris qu'il était nécessaire d'éduquer les "confidents" de dizaine pour en faire des agitateurs et des organisateurs de la compétition socialiste. C'est pourquoi ils ont organisé "La Journée du Confident de Dizaine". Sur tous les chantiers de travail de l'usine, on a pour la première fois discuté des problèmes concrets de la production par petits groupes. Ceci a eu pour résultat des engagements qui signifient une augmentation d'environ 5 % de la production totale de l'usine. Ces engagements ont été signés par 95 % des employés.

Les camarades de l'usine de Gottwald de Brno ne se sont pas contentés de ce résultat. Ils ont reconnu l'importance du "confident" de dizaine, sans lequel il est impossible de mener à bien la politique quotidienne du Parti. Si l'on feuillette

les comptes rendus des réunions de dizaines, on s'aperçoit que des problèmes extrêmement importants de production et de politique y sont examinés, que naissent sans cesse de nouveaux accords socialistes et que leur accomplissement est contrôlé. D'autres "Journées du Confident de Dizaine" ont été organisées. Le résultat, c'est qu'on ne compte plus les travailleurs de choc de l'usine Gottwald de Brno sur les doigts d'une main, mais par dizaines et par centaines.

L'usine Gottwald montre la voie à toutes les usines et à tous les chantiers. Il faut mobiliser le cadre des "confidents" de dizaine, mener à fond une campagne de propagande en établissant soigneusement les rapports qui doivent être discutés dans les dizaines, faire en sorte que la compétition socialiste devienne un mouvement de masse pour l'accomplissement et le dépassement du plan quinquennal.

Les "confidents" de dizaine aux usines d'armement de Rokycany ont pour devise : "Le dizaine-ouvrier de choc convie les membres de la dizaine à mettre en pratique la devise du IXe Congrès : Qui dit communiste dit ouvrier de choc". Dans ces usines les dizaine-ouvriers sont vraiment parmi les meilleurs ouvriers de choc et participent par leur exemple à la mise en pratique de la célèbre devise, tout en faisant entrer dans les rangs des travailleurs de choc non seulement les communistes mais aussi les gens sans parti. Les "confidents" de dizaine que nous venons de mentionner ont amené tous les employés à conclure un accord socialiste pour l'accroissement de la production et l'amélioration de la qualité, ce qui a transformé les petites usines de Rokycany en entreprise de choc.

Les ouvriers de Rokycany ont compris que le rôle capital des communistes et plus encore celui des confidents-organiseurs de la compétition socialiste était de servir de modèle, d'exemple. L'excellente compétition socialiste mise en train par les "confidents" de dizaine permet à cette entreprise de briser les normes anciennes, d'instaurer des méthodes de travail modernes et d'accélérer de plus en plus vite la route vers le socialisme.

Un autre rôle du dizaine-ouvrier sur le chantier de travail est de rendre sans cesse conscients et les membres de sa dizaine et les ouvriers sans parti qui travaillent dans son entourage. Le contact direct avec les travailleurs isolés permet aux "confidents" de dizaine de bien prendre connaissance de leurs difficultés, de leurs problèmes, de leur maturité politique et de leurs intérêts personnels. Le "confident" de dizaine peut et doit devenir le conseiller, le maître, le confident de production qui saisit adroitement les désirs, les suggestions et les critiques de tous ceux qui travaillent avec lui. Une connaissance parfaite des chantiers de travail, des conditions

et des difficultés de production l'aide à orienter correctement son action.

Le "confident" de dizaine doit savoir expliquer à ses compagnons les liens qui existent entre les intérêts généraux de notre Etat et les intérêts privés de chacun, lorsqu'il s'agit des problèmes de la production. Il sait expliquer ce qu'est la compétition socialiste, pourquoi il faut dépasser les normes et augmenter la production. Il les persuade que c'est le moyen d'obtenir des salaires plus élevés, d'améliorer le niveau de vie, d'accéder au socialisme. Il prouve, par des exemples concrets, que chaque mètre supplémentaire d'étoffe, chaque amélioration de la qualité, chaque abaissement du prix de revient, l'économie et l'accélération dans la production, enrichissent chaque ouvrier en particulier, car il est aussi un consommateur qui a intérêt à pouvoir acheter le plus rapidement possible davantage de marchandises de meilleure qualité et pour un prix plus bas.

Les résultats du travail ne profitent plus aux capitalistes, le peuple travaille pour lui, pour notre Etat que dirige la classe ouvrière. Voilà pourquoi le travail est devenu une question d'honneur et de gloire. Mais pour que le travail d'agitation du "confident" de dizaine soit efficace au maximum, il doit être lui-même un modèle dans l'accomplissement et la compréhension des décisions du IXe Congrès du Parti, il doit être un ouvrier de choc, un innovateur, un améliorateur et montrer la voie aux autres.

Les comités des organisations d'usine ne doivent jamais négliger la constante éducation des confidents de dizaine. Pour qu'ils puissent propager et expliquer la politique du parti, les "confidents" doivent apprendre sans cesse de nouveaux arguments, se cultiver et étudier la politique du Parti afin de pouvoir, parfaitement convaincus, convaincre à leur tour leurs compagnons.

Le travail orienté des "confidents" de dizaine doit être sans cesse étayé par une instruction appropriée, des conseils, des conseils et une aide pratiques. Les comités des organisations d'usine devraient veiller que les "confidents" participent aux conseils d'organisation de la production dans les usines. Que les dizaines se réunissent une fois par mois et discutent concrètement avec le maître de production les erreurs et les insuffisances de travail ainsi que les tâches incombant à chaque dizaine.

Dans certaines usines, les camarades se plaignent du peu de développement des équipes de choc. Ils s'excusent en disant que les employés ne sont pas encore assez conscients. Lors d'une réunion des mineurs de choc, un camarade de la mine Président Benès, dans le bassin de Kladno, s'est plaint que les communistes eux-mêmes ne fussent pas suffisamment conscients et empêchassent le développement du mouvement de

choc. Souvent les fonctionnaires non bolcheviques se plient à ces caprices. Ils géignent et soupirent mais ne s'occupent nullement d'écarter ces obstacles réels. Ils voient que l'éducation prévue pour les dizaines ne se fait pas et ils demeurent passifs.

Avant février, dans la bataille contre la réaction et ses agents, nos organisations ont su mobiliser les masses communistes et non communistes; à l'aide de ces mêmes masses, elles ont pu écraser le putsch réactionnaire. Aujourd'hui il s'agit de mobiliser les masses communistes et non communistes pour atteindre le but élevé par le IX^e Congrès du Parti : construire le socialisme.

La compétition socialiste est la méthode communiste pour construire le socialisme. Le "confident" de dizaine peut aider puissamment les organisations d'usines à développer la compétition socialiste. C'est pourquoi les paroles prononcées par le camarade Slansky lors du IX^e Congrès du Parti sont tellement importantes :

"Dans l'usine, les "confidents" de dizaine ne doivent pas seulement ramasser les cotisations, convoquer les membres aux réunions : ils doivent devenir, ils doivent être les "confidents" de la production, les organisateurs de la compétition socialiste et du mouvement de choc non seulement parmi les membres du Parti mais parmi les travailleurs non communistes également".

Les "confidents" de dizaine et les organisations d'usine peuvent prouver tout de suite qu'ils ont compris ces paroles, puisque leur tâche immédiate est d'assurer la participation de tous les membres de l'usine à l'élaboration d'un plan exemplaire de redressement, en particulier en signant de nouveaux accords socialistes.

ASPECTS DU MONDE D'AUJOURD'HUI.

Des camarades qui ont pris contact avec l'Allemagne et l'Italie nous livrent ici leurs impressions.

Les notes de notre jeune camarade Bois qui est étudiante, comportent l'intérêt particulier de nous donner un aperçu du travail des chantiers internationaux.

Nous ne donnons dans ce numéro que la première partie de la substantielle étude de notre camarade Peyronnet. Son travail actuel de chargé de mission du Centre National de la Recherche Scientifique pour l'Italie le fait vivre depuis plusieurs années dans ce pays.

A.- IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE.

J'ai eu le privilège de participer cet été à un chantier de travail international à Berlin. Plusieurs vont d'abord se demander ce que peut bien être un pareil chantier. C'est pourquoi, avant de parler de notre Travail lui-même, puis de mes impressions sur Berlin et les Berlinoïses, sur l'Allemagne et les Allemands - 15 jours passés ensuite à voyager dans l'Ouest de l'Allemagne m'ont permis d'étendre un peu mes observations au-delà de Berlin -, je veux dire quelques mots sur ces chantiers internationaux.

Il existe actuellement une cinquantaine d'organisations qui se consacrent entièrement ou partiellement, et selon des formules diverses, à rassembler des volontaires hommes et femmes de pays et milieux différents pour construire ou reconstruire des maisons, déblayer des ruines, défricher des terrains, faire des routes, etc... Une trentaine de ces organisations ont accepté le patronage de l'U.N.E.S.C.O. qui a créé une commission spéciale à cet effet. Elle a organisé en Septembre à Paris une conférence où étaient présents des délégués de toutes les organisations de chantiers.

J'ai moi-même ignoré jusqu'à récemment qu'il y eût tant d'organisations de chantiers internationaux quoique, ou peut-être parce que, membre du Service Civil International. Mais sans faire de tort aux autres mouvements, il faut dire que le Service Civil International, de son nom international, Service Civil Volontaire International pour la Paix du nom de la branche française (1) est de loin le plus vieux, que

(1) Secrétariat et tous renseignements : 9, rue Guy de la Brosse - Paris (Ve).

les autres n'ont fait que suivre, qu'il permet d'autre part à tous de se rencontrer sur cette base commune : faire un travail pratique constructif pour la paix, en commun avec des hommes de toutes nations, et n'a aucune autre idéologie - si l'on peut dire - que cette devise : "Pas de paroles, des actes". Créé par un Suisse Pierre Cérésola, il eût son premier chantier dans un village près de Verdun en 1920; des Français, des Anglais, des Suisses, des Allemands y travaillaient sous la direction de Pierre Cérésola, objecteur de conscience, et de son frère, Colonel de l'armée suisse. Depuis lors, des chantiers ont eu lieu dans le monde entier, en Suisse, en France, en Angleterre, en Espagne pendant la guerre civile, en Crète et en Grèce actuellement, en Algérie, en Palestine, aux Indes, en Scandinavie, en Allemagne, en Egypte, aux Pays-Bas et en Belgique, en Italie... Le S.C.I. ne vit que des dons et cotisations, les hommes et les femmes de tous âges, de toutes professions - l'élément universitaire y est, cela se comprend, assez nombreux - de tous pays, qui s'y rencontrent sont des volontaires qui reçoivent seulement la nourriture et travaillent 15 jours, 3 semaines, un mois ou plus, sur un chantier de leur propre pays d'abord, puis, s'ils le veulent, à l'étranger. Un des buts du S.C.I. est aussi de promouvoir l'idée d'un service civil alternatif pour les réfractaires au Service Militaire. C'est une des raisons pour lesquelles le travail lui-même est en général sérieux et dur, sept à huit heures par jour. Là où les discours n'ont souvent qu'un effet nuisible ou aucun effet - et je pense tout particulièrement à l'Allemagne - le dur travail côte à côte ouvre la voie à une bien meilleure compréhension, à de fructueuses discussions le soir après la pause, sans aucune prétention, du reste, à résoudre les problèmes de la paix uniquement par des chantiers de travail internationaux. Mais qu'ils contribuent et puissent en s'appliquant contribuer toujours plus à donner une base humaine concrète, un contenu aux cadres politiques, aux organismes économiques nécessaires, je le crois.

Mais revenons à Berlin où le S.C.I. m'avait envoyée travailler pendant 3 semaines dans un chantier qu'organisait l'American Friends Service Committee en Allemagne, autrement dit les Quakers américains. Nous étions environ 25, venus de Norvège, de Suède, de Finlande, de Danemark, d'Allemagne, - Berlin, zone Ouest, zone russe - d'Amérique, d'Indonésie - par l'intermédiaire de la Hollande, d'Angleterre, de France. Nous travaillons, en étroite collaboration avec un autre chantier, organisé par la branche allemande du S.C.I., pour une maison de jeunes de 14 à 21 ans enlevés à leur famille ou condamnés par des tribunaux allemands ou américains - c'était dans le secteur américain - à séjourner là, une ou plusieurs années. Cette maison comprend 300 jeunes, dont une partie loge dans un ancien camp de concentration en plein Berlin; une centaine d'autres logent dans quelques baraques d'une immense caserne d'officiers dont certains autres bâtiments ont été détruits par les bombardements, et

certains autres abritent des réfugiés. Nous aménagions quelques-unes des baraques pour permettre à des groupes de 20 jeunes d'y loger, avec des chambres à 2 lits, une pièce commune, une salle à manger, des lavabos. Il s'agissait donc d'abattre des cloisons, d'en faire d'autres, de refaire des parquets, des portes, des fenêtres. Le chantier S.C.I. de son côté déblayait des ruines. En fait nos deux camps se partageaient le travail suivant le nombre de bras nécessaires d'un côté ou de l'autre. Des deux côtés, nous avions l'aide - entièrement libre - des jeunes ... délinquants. Faut-il vraiment employer ce mot ou même celui de criminels? Nous les appelions "les jeunes" et nous nous sommes presque tous persuadés qu'ils n'étaient pour la plupart pas plus coupables que l'un ou l'autre de nous, surtout pas plus coupables que tout autre Berlinoise, car dans les circonstances de vie si dures qu'à Berlin, qui n'a rien fait d'illégal? C'était impossible. Beaucoup de ces jeunes ont volé pour nourrir leur famille, d'autres ont fait du trafic de devises avec des militaires des armées d'occupation. Et puis, ils ont surtout eu la malchance d'être pincés! Nous nous entendions fort bien ensemble et leur collaboration rendait notre travail beaucoup plus intéressant.

Que dire de Berlin même? J'y suis venue, sachant que c'est un des points névralgiques de l'Europe et du monde, où la tension Est-Ouest se manifeste à son plus haut degré; Je reviens le sachant toujours, mais il est bien difficile de saisir la dite tension. Berlin est immense, sans contour précis, sans forme, comme l'Allemagne. Berlin est laid, terriblement détruit, et les ruines sont encore sur la chaussée, très souvent, comme si la guerre avait fini hier. Mais, au fait, la guerre n'est pas finie, puisque la paix n'est pas signée. On vit à Berlin dans la présence continue de la guerre, non point de la guerre future, mais de la guerre passée et pas finie, dont toutes les conséquences sont encore là, sous les yeux. Mon impression la plus frappante de Berlin, je l'eus dans une après-midi passée à marcher à travers les ruines, et ce qui fut un Parc mais n'est plus qu'un ramassis de petits jardins plantés de pommes de terre, soleils et haricots, occupés de fossés d'eau, avec quelques arbres pelés ça et là et des portiques où trônent des princesses décapitées ou manchotées, des socles d'où s'élancent des guerriers Teutons déchiquetés. Au bout de l'allée l'immense colonne de la victoire - élevée après 1871 - à peu près intacte, dans l'arrière fond les gigantesques ruines d'immeubles, et près des monuments wilhelmiens à moitié détruits, les monuments militaires russes à moitié construits.

On passe des secteurs occidentaux au secteur russe, à pied ou en métro, absolument sans s'en apercevoir. On est bientôt contraint de le remarquer à cause des immenses placards rouges à lettres blanches, des reproductions sous tous les aspects, à toutes les grandeurs de la colombe de Picasso, etc... qui pullulent en secteur russe. De soldats, on en voit à peu près pas. On le remarque encore à cause de l'argent. Avec de l'ar-

gent de l'Ouest, on ne peut rien acheter en secteur Est, même pas un ticket de métro pour revenir chez soi, dans l'autre secteur. A l'Ouest, il y a tout ce qu'on veut dans les magasins depuis quelques mois, mais fort cher. A l'Est, on est très rationné, mais dans les H.O. (Handelsorganisation = organisations de commerces) qui sont tout ce qu'il y a de plus officiel, il y a de tout à des prix inabordable pour le commun des mortels : Et vive le socialisme !

Les Berlinoises sont très courageux; placés entre l'Ouest et l'Est, connaissant les deux, ils ont, je crois, une vue plus saine et plus lucide de la situation, ne se laissent pas prendre à la propagande staliniste, ne risquent pas d'oublier où ils sont et ce qu'ils sont comme à l'Ouest. Et puis, au milieu des ruines de ces affreux immeubles berlinois, partout où l'on habite, il y a des fleurs aux fenêtres, beaucoup de fleurs qui rendent moins laides ces ruines et sont comme l'attestation matérielle qu'il y a de l'espoir quand même.

A l'Ouest, les amis anti-nazis que j'ai vus se sentent aussi isolés que du temps d'Hitler. Ils sont sans doute aigris. Mais il est vrai, je crois, que la plupart des Allemands les regardent comme de mauvais patriotes parce qu'ils ont jadis souhaité la défaite et la libération de l'Allemagne. Ces anti-nazis sont alors prêts maintenant, dans leur isolement, à tendre les bras aux Stalinistes, sans voir le moins du monde que le régime là-bas est exactement une répétition du régime nazi. Les Allemands de l'Est sont, eux, bien placés pour le savoir. Ils estiment, je crois, avoir cependant un peu plus de liberté individuelle qu'avant, mais guère plus. Pour faire des études, il faut être membre actif de la "Jeunesse Allemande Libre", réédition de la jeunesse hitlérienne. Les réquisitions - véritable S.T.O. - emmènent sans cesse des jeunes travailleurs en Russie, à moins qu'ils ne s'enrôlent dans la police. Aussi un nombre immense gagne la zone Ouest. Celle-ci est suppeuplée, par leur afflux et par la présence de tous les réfugiés et "allemands de l'extérieur", chassés en 1945-46 de Pologne, Tchécoslovaquie, etc..., 300 habitants au Km².

Mais on peut parler sans fin sur l'Allemagne, et il faut se garder de tirer trop hâtivement des conclusions de faits contradictoires. Que l'Allemagne ne soit pas désintoxiquée, qu'une dénazification officielle après une défaite militaire et une occupation militaire ne puissent la désintoxiquer, cela me paraît très normal au fond. Il faudra bien longtemps aux Allemands pour comprendre où ils en sont. Un Allemand qui, échappé par miracle au camp de concentration, revient depuis l'an dernier après 12 ans passés en Palestine, m'a dit qu'il voyait l'Allemagne comme faisant partie de cette immense ceinture d'Etats où se rencontrent les deux blocs sous forme de rivalité d'influence, d'occupation, de guerre civile, depuis la Finlande à la Chine et au Japon, en passant par l'Allemagne, l'Autriche, la Yougoslavie et

Balkans, et la Grèce, la Palestine, la Perse et la Turquie, l'Afghanistan, l'Inde avec les 2 Etats, le Viet-Nam. Cet Allemand ne croyait pas à une guerre prochaine, mais à la possibilité par l'intermédiaire de ces pays-tampons, d'un équilibre, d'un échange entre les deux blocs, en dix ou vingt ans; il croyait à un rôle non plus "vital" mais "spirituel" de l'Allemagne, divisée et déchirée dans cette lente évolution. Je m'arrête sur cette dernière vision du rôle de l'Allemagne par un Allemand. Il ajoutait que les Allemands n'ont assurément pas compris ni accepté de jouer un tel rôle. Je pense que les Berlinoïsi plus que d'autres y seraient prêts, et aussi beaucoup de jeunes qui cherchent à voir clair là-bas, et demandent qu'on les y aide de dehors, surtout de France.

Jacqueline BOIS.

B.- PROBLEMES ITALIENS.

Je viens de vivre, pendant trois ans, au contact de transalpins d'un peu toutes les classes. J'ai parcouru leur pays dans tous les sens, discutant à loisir avec l'un ou avec l'autre : les Italiens sont bavards et facilement communicatifs, comme tous les peuples méridionaux; et comme ils ont en général l'esprit vif et intelligent, on peut apprendre d'eux pas mal de choses intéressantes. J'ai rapporté de ces voyages et de ces entretiens un bagage volumineux, mais confus - à l'italienne : je vais m'efforcer de le classer.

Une ECONOMIE LIBERALE et MARSHALLISEE.

Tous les Français qui sont allés en Italie depuis la fin de la guerre ont avoué leur surprise de voir les étalages italiens si bien garnis. Alimentation ou articles textiles : les tentations s'imposent à des regards avides. Il semble que les boutiques regorgent de marchandises et, dans la rue, de nombreux éventaires en plein vent complètent cette vision d'abondance. Devant les gares, et aux carrefours, les vendeurs ambulants de cigarettes forment de bruyants attroupements, proposant indiscrètement italiennes, américaines, anglaises, ou suisses. Les pâtisseries sont bien fournies, et chaque café, sur le comptoir, offre des gâteaux. Des boutiques spéciale-genre "Milk bar" vendent du lait glacé.

Les cafés "express" ont meilleur goût qu'en France; c'est plutôt de l'essence de café, à l'arôme plus fort : aussi ne vous en sert-on qu'une demi-tasse à la fois. Les glaces sont exquisas, plus parfumées que chez nous. Rien n'est rationné. Les restaurants offrent des menus copieux, et bien préparés : la cuisine italienne est sans rivale pour les pâtes et la sauce tomate. Certes, 700 ou 800 lires, c'est

cher pour une bourse moyenne; mais des restaurants communautaires - héritage du fascisme - permettent de faire un repas substantiel pour 150 à 300 liras (comptez une lire et demie pour un franc); l'entrée en est ouverte à tous : il faut simplement composer son menu à l'avance, et régler de même en prenant à la caisse des tickets multicolores que l'on remet au garçon : c'est un peu le système adopté par l'Angleterre travailliste.

Vêtements et chaussures sont en vente libre - articles tout cuir : Florence jouit dans ce domaine d'une renommée bien acquise; tissus de belle qualité : la soie milanaise est d'une incomparable finesse.

Depuis la fin de la guerre, l'Italie vit en économie libérale, comme a fait la Belgique; Il y a bien eu des feuilles de rationnement alimentaire; elles étaient immenses - le papier non plus ne devait pas manquer en Italie - mais elles ne servaient plus à grand chose, car les rations, dans l'ensemble, étaient plus faibles que les nôtres et les distributions encore plus tardives. D'où nécessité d'acheter au marché parallèle, que le gouvernement laissait pratiquement prospérer sans contrainte. Au fond rien d'étonnant à ce que les commerçants aient tant de choses à vendre : on n'achète pas beaucoup, car tout est si cher! D'autres causes expliquent cette façade d'abondance : pour la guerre, l'Italie, dit-on, avait constitué des stocks que l'alliance allemande a respectés; depuis l'arrivée des Américains, l'U.N.R.R.A., présidée par La Guardia, Italien d'origine, a envoyé des fournitures.

Et maintenant le plan Marshall est à la base de toute la vie économique italienne : la Péninsule reçoit des U.S.A. la presque totalité des matières premières et des denrées alimentaires nécessaires à ses activités vitales. Chaque jour, trois cargaisons américaines débarquent sur le sol italien. Et tout ce ravitaillement est pris en charge par le gouvernement de Washington, depuis la mine ou le champ d'outre-Atlantique jusqu'à l'usine italienne : fabrique d'automobiles, ou minoterie.

Pourtant, malgré ces avantages relatifs, l'ensemble de la population italienne achète peu : c'est si cher!

Les PRIX en FLECHE : les SALAIRES HANDICAPES.

Les prix italiens, l'un dans l'autre, sont restés légèrement supérieurs à nos prix actuels, en prenant comme taux de change une lire et demie pour un franc. Ils ont eu tendance à monter plus vite. On a parlé longtemps, depuis la fin de la guerre, d'un échange des billets au-dessous du pair; aussi les gens qui avaient des disponibilités en monnaie liquide préféraient les réaliser : le même phénomène économique s'est vérifié en France au printemps 1945,

et cette psychose est réapparue chez nous lors de l'échange des billets de 5.000. Or l'Italie ne manque pas de détenteurs de billets : propriétaires fonciers, industriels, spéculateurs, résidents ou voyageurs étrangers, pouvant changer un assez fort volume de devises provenant de pays à change haut - principalement la Suisse, toute voisine; bien sûr, l'introduction de ces devises étrangères et leur change en banque, en ce qui concerne les particuliers, sont officiellement limités à des chiffres précis; mais on peut réussir à frauder la douane, et l'on trouve sur les places et dans les cafés des grandes villes italiennes des changeurs bénévoles heureux de troquer leurs malheureuses livres contre des monnaies plus solides, source de trafics intéressants : à peine entendent-ils les sons d'une langue étrangère, ils vous accostent, tels de vrais mendiants.

En voyant la demande augmenter de la part d'une catégorie sociale qui a toujours les poches pleines, les commerçants ont monté les prix. Voyant les prix monter, le public fortuné était davantage tenté d'acheter avant que ce fut plus cher encore. Voyant la demande se maintenir, les commerçants... Ainsi de suite.

Au reste, il est à croire que les prix sont toujours majorés d'office en Italie, puisqu'il est de bon ton de marchander même dans les magasins les plus chics : et bien souvent le commerçant, après force palabres - c'est là qu'il est utile pour un étranger de savoir l'italien - vous consent un rabais de 6 à 12 % suivant les cas.

Autre point important : le pouvoir d'achat des consommateurs, en France, demeure plus élevé, parce qu'ils sont eux-mêmes, dans l'ensemble, mieux rémunérés. En Italie, de façon générale, il faut compter que les chiffres des salaires et traitements ne représentent guère plus de la moitié des nôtres. Aussi, le mouvement d'achat dont je parlais plus haut n'est assuré que par une fraction privilégiée : ceux qui ont gagné des billets pendant et depuis la guerre, vous vous doutez comment. La majeure partie de la nation use ses vêtements jusqu'à la corde et fait des repas sobres, en ménage, en pension, ou dans les restaurants communautaires; les plus pauvres envoient leurs gosses dans la rue faire du petit marché noir, et n'hésitent pas eux-mêmes à tendre publiquement la main aux plus riches, par exemple à la porte des cinémas ou aux terrasses des cafés; les plus dignes vendent, s'ils en ont, leurs pianos et leurs livres à des amis, s'ils en peuvent trouver qui soient discrets, charitables et mieux partagés par le sort : vous avez reconnu les pitoyables universitaires, éternels quémandeurs; les recteurs d'Universités eux-mêmes recevant à peine de quoi leur assurer un train de vie d'une humble décence. Car les fonctionnaires, en Italie, sont au plus bas de l'échelle sociale.

Un Pays ruiné, mais qui travaille activement
à combler son retard.

Depuis quatre ans, les gouvernements français ou anglais ne se sont pas fait faute de prêcher le remède : produire ! A ce point de vue, quand on passe d'Italie en France, on constate que le second pays a pris de l'avance sur le premier. Je vois pourtant que la plupart des journalistes français qui ont parlé de l'Italie d'après-guerre se sont montrés frappés par la rapidité du relèvement italien ; sans doute n'ont-ils vu que le Nord, qui reste, et de loin, la partie la plus active de l'Italie ; ou alors sont-ils affectés d'un esprit de dénigrement vis-à-vis de leur propre pays : c'est un trait que l'on trouve aussi chez les Italiens ; les peuples latins, habitués à la critique, en abusent en la retournant contre eux-mêmes.

La vérité, je crois, c'est que le rythme du redressement italien est plus rapide que le nôtre, parce qu'il est favorisé par l'existence d'une main d'œuvre nationale surabondante et moins chère que la nôtre ; les budgets des entreprises italiennes sont pourtant alourdis aussi par des charges sociales : mais l'ouvrier italien, plus sobre et moins "rouspéteur" que le français, a moins de besoins - on reconnaît cela sur les chantiers français où travaillent des italiens. Cependant comme le point de départ de cette remontée italienne était en-dessous du nôtre, l'Italie se trouve, dans l'ensemble, moins avancée que nous.

L'Italie est moins fertile que la France. Elle n'a pas de charbon, et son équipement hydroélectrique a été dévasté par la guerre. Celle-ci est passée sur tout son territoire, d'un bout à l'autre, sans laisser aucune province intacte : c'est une bonne occasion pour employer l'image de rouleau compresseur. De la Sicile aux vallées alpines, les bombardements alliés et les représailles allemandes contre les partisans ont laissé dans villes et villages des traces encore trop apparentes. Qui a vu Turin, Milan, Florence, Naples, et les localités sur la route entre ces deux dernières cités, et Pisé, et Livourne, et Palerme... celui-là comprend qu'en Italie il y ait aussi crise du logement.

Les gens s'entassent dans les édifices qui ont survécu à la merci, en hiver, du manque de chauffage et de coupures d'électricité qui, en Italie, ne sont pas annoncées. Toutefois, on voit beaucoup de beaux immeubles neufs dans l'Italie actuelle, bien plus qu'en France, et qui sont construits avec une rapidité surprenante. Mais là encore les prix font barrage aux prêteurs modestes ; une chambre d'hôtel ou de pension : entre 700 à 1.500 livres par jour ; une chambre meublée chez un particulier : de 10.000 à 15.000 livres par mois ; la même avec usage de cuisine ; dans les 20.000 livres ; bien entendu, pour un appartement,

le loyer mensuel monte à plusieurs dizaines de milliers de lires. Ces hauts prix favorisent la construction, plus qu'chez nous, mais découragent la clientèle des humbles sinistrés. Il existe bien un plan du ministre Fanfani pour développer la création de logements à meilleur marché : mais ce plan n'est pas encore entré en application.

Pourquoi la reconstruction n'avance pas davantage? - -
Manque de matières premières - charbon, à la base; manque de capitaux, manque de transports. Le réseau ferroviaire italien a été très éprouvé, et se reconstitue plus lentement que le nôtre : à cause du relief montagneux de l'Italie, les ouvrages d'art sont en effet plus longs à rétablir. Le matériel est déficient; les pittoresques omnibus "accelerati" sont composés en partie de wagons à bestiaux où l'on n'a pas toujours placé des bancs : beaucoup de voyageurs s'assoient sur le plancher, ou dans les cabines des serre-freins. L'administration nationale des chemins de fer (F.S. : "Ferrovie statali") a bien remis en route des services rapides : automotrices familièrement appelées, comme au temps du fascisme, "littorina" (littoriniennes) et trains aérodynamiques : mais ce sont des articles de luxe, que les tarifs réservant aux gros possédants : de même pour les autocars, dont les voitures rivalisent de chic et qui sillonnent la péninsule en suivant des horaires commodes.

Les usines aussi repartent. L'accusation de paresse portée contre les Italiens est une calomnie. Les exportations ont au moins triplé depuis trois ans : fruits, autos, tissus... dirigés surtout sur les pays anglo-saxons, dont les firmes sont à même de fournir matières premières et capitaux. Mais le produit de ces ventes ne contribue guère encore à grossir les réserves financières trop basses du pays. De plus, le commerce extérieur est gêné par la faiblesse de la flotte marchande, qui se reconstitue peu à peu.

Un point à l'actif : le tourisme, d'année en année, redevient plus important. La vie est chère, mais le change favorise les étrangers. Les hôtels italiens sont confortables. L'essence est au même prix qu'au secteur libre français. Les autostrades (Milan-Turin, Milan-Lac Majeur, Milan-Varèse, Milan-Côme, Milan-Brescia, Gênes-Tortone, Florence-Viareggio) et les grands itinéraires routiers sont fort bien entretenus; le régime fasciste avait fait là une œuvre importante : ses maisons de cantonnier continuent d'éveiller l'admiration des automobilistes, et la route qui fait le tour du Lac de Garde est un chef-d'œuvre technique. Certes, les routes secondaires sont loin de valoir le réseau français; mais les itinéraires principaux supportant un gros trafic : petites Fiat, grosses Lancia, voitures des touristes étrangers, camions lourdement chargés, (la déficience des chemins de fer explique peut-être l'intensité du roulage routier), motos fortes (Guzzi) ou légères comme ces curieuses "Lambretta" ou "Vespa" ("Guêpe") à petites roues, sur l'arrière desquelles les femmes se

tiennent à l'écuyère à 70 à l'heure ! Enfin une multitude de vélos (sauf sur les autostrades, où leur circulation est interdite) rendus particulièrement dangereux par le fait que tout cycliste italien a tendance à se considérer comme un émule de Bartali ou de Coppi.

De plus, l'an prochain, la célébration de l'Année Sainte annoncée par le Pape est de nature à attirer un nombre considérable de visiteurs étrangers. En prévision de cette affluence, les Italiens se préparent à coordonner leurs ressources hôtelières, à intensifier leurs circuits automobiles touristiques : dès cette année, on a vu fonctionner "le circuit rose", "le circuit bleu", "le circuit vert", etc..., chaque couleur désignant un itinéraire et à faciliter l'accès de leurs chemins de fer : ceux-ci consentiraient de fortes réductions, jusqu'à 70 %.

Bref, l'Italie est arrivée, depuis 1945, à réduire son nombre de chômeurs, en gros, de quatre millions à un million. Il n'empêche que ce million continue de gréver d'une lourde hypothèque la vie économique et sociale de l'Italie. Ajoutez à cette charge déjà pesante plusieurs dizaines de milliers de réfugiés plus ou moins clandestins : Italiens d'Istrie qui n'ont pas voulu rester sur un territoire devenu slave, ou bien refoulés des colonies italiennes par les autorités britanniques qui en assumant l'administration, Balkaniques en difficultés avec les nouveaux régimes soviétophiles de leurs pays d'origine. Les Italiens proprement dits étant déjà 47 millions, tout cela fait beaucoup de bouches à nourrir pour un pays dont le sol et le sous-sol dans l'ensemble, sont plutôt pauvres.

Le Spectre de l'inflation.

De temps en temps, le gouvernement de Rome décide tout de même des augmentations, notamment pour les fonctionnaires. Mais où prendre l'argent ?

L'hiver 46-47, un emprunt intérieur a été lancé, mais il s'est soldé par un demi-échec, la somme recueillie étant insuffisante pour assurer, même pour un temps bref, la stabilité budgétaire. Celle-ci d'après les prévisions officielles, ne sera réalisée qu'en 1951.

Pourtant les Etats-Unis ont financé le gouvernement de Rome, par le canal de l'aide Marshall, et les négociateurs du traité de paix italien ont cherché à ne pas fixer de chiffres trop lourds pour les réparations à payer par l'Italie. Les Anglo-Américains - dont dépendait l'armée polonaise d'Anders, qui combattit en Italie et y resta longtemps stationnée, car beaucoup de ses membres ont refusé de regagner la Pologne actuelle, qu'ils prétendent soviétisée - les Anglo-Américains se sont efforcés de faire porter le moins possible l'entretien de leurs élé-

ments d'occupation sur les finances italiennes. Mais le fait est là : la lire est moins forte que notre franc. Au change libre, dont les cours sont publiés par trois journaux financiers, "Le Globe", le "Soleil" et le "Temps" - 100 francs français valent actuellement environ 140 liras; en banque, pour la même somme française, on vous verse 170 liras. Et de faux billets circulent en Italie. En 43, quand les Américains débarquèrent, leur administration militaire - l'A.M.G.O.T. - émit des "am-liras" avec les quatre libertés de la Charte de l'Atlantique mentionnée au revers; ces billets d'un format commode - celui de nos coupures de 50 et 100 - ont toujours cours officiel. Ils sont très faciles à imiter, mais bien que commerçants et caissiers les vérifient toujours, ils sont acceptés sans trop de difficultés; on sait pourtant qu'il y en a beaucoup de faux; il s'agit donc d'une sorte de résignation, ou d'entente tacite, comme vous voudrez. On s'arrange seulement pour avoir plutôt des billets de la Banque d'Italie, qui sont moins contrefaits, mais leurs dimensions sont démesurées pour un portefeuille de format ordinaire. Quant à la petite monnaie, le manque de métal en Italie fait que l'on vient à peine d'y voir réapparaître la billon, depuis Juillat dernier; aussi est-on forcé d'user le papier peu esthétique de petites coupures crasseuses qui tombent rapidement en lambeaux. Vraiment, la lire italienne demeure l'une des monnaies européennes les moins prisées.

Un problème d'autorité.

Le gouvernement est-il donc tellement débile? L'Italie - jusqu'à vers Mai 1947, a subi les inconvénients du tripartisme que beaucoup de Français ont déplorés. Démocrates chrétiens, socialistes et communistes ont fait semblant de collaborer par la tête. Mais les attaques entre partis, sur le plan national et surtout local, sont toujours demeurées vives, entretenues par le fait que, chaque dimanche pendant un an après la Libération, il y a eu des élections municipales en quelque point de l'Italie; les faire en même temps sur tout le territoire aurait demandé un appareil de contrôle trop compliqué. Du reste, les premières indications ainsi obtenues ont été complétées par les élections à la Constituante, en Juin 1946, qui se sont déroulées le même jour que le référendum institutionnel, et enfin par les élections à l'Assemblée législative régulière, au Printemps 1948, après que la Constituante eût adopté, fin 1947, une Constitution calquée sur la nôtre, à quelques différences près (par exemple, l'existence en Italie, de Sénateurs nommés d'office parmi les citoyens les plus notables).

Les "démocristiani" sont les plus nombreux. A eux seuls, ils équilibrent les socialistes-communistes. C'est le chef de la Démocratie Chrétienne, De Gasperi, qui se trouve à la tête du cabinet depuis le début de 1946. Le succès de ce parti, bien plus fort que notre M.R.P., s'explique par des conditions

particulières à l'Italie : l'influence plus étendue du clergé et les antécédents du parti "populaire" qui avait jeté dans le peuple italien, dès avant le fascisme, des racines plus profondes que ne l'avait fait en France le Sillon.

La foi catholique, en Italie, reste beaucoup plus solidement ancrée qu'en France : elle paraît superficielle aux étrangers, parce que les chaises et les gens sont disposés sans ordre dans les églises - où on laisse courir les enfants en toute liberté - et parce que les processions ressemblent à des meetings politiques ou sportifs. Cela n'empêche pas l'aveugle foi du charbonnier, simple, enfantine. Et le clergé italien, composé de prélats plus ou moins "politicanti" formés à l'école de la diplomatie vaticane, ou de prêtres montagnards, cadets de familles pauvres, au niveau intellectuel peu élevé, le clergé italien pèse dans la vie de la Péninsule plus fort que ne le font chez nous nos savants théologiens ou nos pionniers de l'apostolat ouvrier.

Les observateurs italiens et étrangers font cas du talent politique de Don Sturzo, animateur des "populaires" d'avant 22. Mais ce prêtre (Don désigne les prêtres, en Italie) s'est retiré aujourd'hui à l'arrière-plan de son parti, laissant De Gasperi en prendre la direction. L'actuel président du Conseil est aussi pour quelque chose dans le succès de la Démocratie chrétienne. C'est un homme de compromis, qui a gardé un tantinet de souplesse courtisane viennoise; car il est trentin, et fut député au Parlement Autrichien avant la Grande-Guerre; à cause de ce souvenir, ses ennemis politiques l'ont surnommé "le chancelier". De Gasperi s'est arrangé, grâce à une série de démissions habilement combinées, pour replâtrer plusieurs fois son ministère; il a profité de l'une de ces crises de l'été 1947, pour lâcher les socialo-communistes; s'inspirant de l'exemple tout proche de Ramadier. Certes, la Démocratie chrétienne italienne manque d'homogénéité et souffre de tiraillements divers, comme chez nous. Mais De Gasperi a pu maintenir et renforcer sa majorité, surtout à cause de la tension internationale qui a mis les récentes élections législatives italiennes au premier plan de la politique mondiale, donnant ainsi aux électeurs transalpins à choisir sans embagis pour ou contre les communistes, et le seul moyen efficace de choisir contre était de faire bloc sur le parti gouvernemental démocrétien. En effet, les droites restaient fractionnées, et les socialistes étaient affaiblis par des dissensions graves.

Crise du Socialisme.

Entre le "parti des prêtres" et les socialistes proprement dits s'est placé le Parti d'Action qui a joué un rôle important dans la lutte clandestine contre le fascisme et sur lequel de grands espoirs avaient été fondés. Il tient,

en gros, la place que tenait un moment notre U.D.S.R. sur l'échiquier parlementaire; et les socialistes comptaient sur lui pour attirer la petite bourgeoisie mécontente des conditions économiques présentes. D'autre part, les "actionnaires" avaient attiré beaucoup d'intellectuels par leur programme neuf, proche de celui du C.N.R. français. Ce serait un peu la position d'"Esprit" si Monnier voulait le transformer en mouvement politique. Mais le parti d'Action a fait fiasco, car les bourgeois italiens, même petits, ont trop peur du communisme; réduits aux seuls intellectuels avancés, le parti ne peut même plus prétendre à jouer un rôle d'orientation, des querelles de personnes - fréquentes en Italie, pays latin - ayant dissocié son commandement.

Plus à gauche, les socialistes, jusqu'à la fin de l'hiver 1946, restaient groupés sous la direction de Nenni, vétéran du parti, aux côtés de qui Mussolini avait milité avant 1915, pendant la période socialiste du futur Duce. Depuis la guerre récente, les socialistes italiens s'étaient liés aux communistes par un pacte d'action assez étroit. Cette alliance, acceptable au cours de la guerre à cause des nécessités de la lutte antifasciste, a fini par choquer toute une aile socialiste qui reprochait à Nenni de conduire le parti de façon trop autoritaire et de compromettre son indépendance. En 1947, une minorité assez forte opéra une scission, fondant un nouveau parti dirigé par Saragat, qui a été ambassadeur d'Italie à Paris après la libération et que D. Gaspari a pris comme vice-président du Conseil; ce groupement se défend d'ailleurs de vouloir glisser à droite, comme l'espérait la bourgeoisie italienne; la seule différence avec Nenni continue de porter sur la question de l'entente socialo-communiste, les tenants de l'ancien parti persistant à marcher la main dans la main avec leurs alliés de gauche: l'emblème des amis de Nenni reste la faucille et le marteau posés sur un livre; les communistes ont le même, à part le livre, remplacé par une étoile. C'est l'été 1949, une nouvelle scission a eu lieu dans le parti nenniste, et le nouveau groupe constitué sous la présidence de Romita, plus montais actif et remuant, tend à rejoindre les "petits pois" de Saragat (les Italiens font un jeu de mots sur les initiales P.S.L.I. = "Partito Socialista Lavoratori Italiani", "Pizelli" signifie "petits pois").

Ainsi le socialisme italien ne peut jouer le rôle d'équilibre, comme centre gauche, qu'a su enfin assumer la S.F.I.O. après bien des tâtonnements. Cette défaillance prôite à ses voisins communistes, dont le leader Togliatti possède une réputation de remarquable manoeuvrier: ses adversaires l'appellent "le renard". Il a donné en 1947 un bel exemple de souplesse politique en assurant, grâce à l'appoint des voix communistes, le vote par lequel l'Assemblée Constituante a inclus dans le texte de la future Constitution les pactes du Latran conclus entre Mussolini et Pie XI, qui font du catholicisme la religion officielle de l'Etat Italien tout

en maintenant la liberté de conscience et l'égalité des cultes (mais le divorce demeure légalement interdit). Le parti d'Action, jaloux défenseur des principes, a pu beau protester contre cette hérésie juridique qui fait enfermer un accord international dans un texte constitutionnel : les dirigeants communistes italiens se déclarent fiers de compter dans leurs rangs deux millions de catholiques, et travaillent à en enlever d'autres à la clientèle des démocrates chrétiens. Ces catholiques communistes, ou communistes, sont surtout des paysans attirés par la politique agraire du P.C.I. favorable au prolétariat rural. Mais la récente excommunication pontificale va peut-être compromettre cette tactique de noyautage : dans ce pays où les femmes votent, il faut s'attendre à ce que les dévotes de la Madone - et Dieu sait s'il y en a ! - fassent la morale à leurs maris.

A côté de la masse du P.C.I. qui menace dangereusement la prépondérance de la D.C., les anarchistes ne pèsent guère. Ils sont cependant intéressants, parce qu'ils font une propagande plus apparente qu'en France : moins importants qu'en Espagne, ils tiennent cependant en Italie une plus grande place que chez nous.

La situation syndicale a été éprouvée par les vicissitudes des partis de gauche. Comme chez nous, la C.G.L. ("Confederazione Generale del Lavoro"), à tendance et à direction communistes, adhérente à la F.S.M., l'emporte, depuis la fin de la guerre, sur la Confédération des travailleurs chrétiens. Mais cette année, un groupe de syndicats libres à tendance socialiste s'est détachés de la C.G.L. (1)

LE PERIL DE DROITE.

En allant vers l'autre côté de l'éventail politique, on trouve d'abord le Parti Républicain, ainsi appelé parce qu'il a toujours concentré son action sur un objectif précis : établir la République en Italie. Ce parti porte aussi une seconde épithète : "historique", parce qu'il exprime une tradition républicaine fondée par les compagnons de Garibaldi, et qui n'a cessé de combattre la maison de Savoie depuis la création du Royaume d'Italie. Mais maintenant que la République est installée, le programme du parti républicain historique semble peu consistant ; son activité actuelle revêt surtout une forme anticléricale, dirigée directement contre la Démocratie Chrétienne ; là encore, il s'agit d'une tradition : c'est la suite de la raucœur des patriotes italiens contre la Papauté, quand celle-ci, au

(1) Une étude ultérieure de notre correspondant sera spécialement consacrée à la situation syndicale en Italie.

XIXème siècle, pour sauvegarder son pouvoir temporel, retardait l'unité italienne. Cette tradition d'anticléricisme se perpétue aussi dans la franc-maçonnerie italienne, qui est toujours active, et de façon plus ouverte que ne l'était la nôtre; à l'origine, c'était bien pourtant une société secrète, héritière du carbonarisme; aujourd'hui, elle se présente plutôt comme un mouvement politique, sans presque rien d'occulte.

Plus loin vers la droite se situent les libéraux, divisés en plusieurs groupes. Le plus représentatif est dirigé par des vieillards qui ont milité dans l'Italie pré-fasciste : Orlando, Bonomi, et le philosophe napolitain Benedetto Croce, dont l'enseignement basé sur la dialectique hégélienne, mais résolument individualiste, donc anti-marxiste, est centré sur l'esthétique - ce qui convient aux Italiens, nation toujours intéressée par les choses de l'art - : le doux scepticisme crocien influence beaucoup les milieux universitaires, jeunes ou anciens; ce rayonnement se faisait sentir déjà sous le fascisme, dans un sens de désaffection vis-à-vis de la dictature. Curieuse est la position d'un autre vétéran, Nitti, méridional présomptueux qui a toujours maintenu farouchement son indépendance, en se contentant de sa clientèle locale, dans sa province voisine de la Calabre. Mais, malgré ces restes vénérables, les libéraux italiens d'aujourd'hui ne semblent pas pouvoir réaliser grand'chose, les masses étant à gauche et le gros de la bourgeoisie ailleurs.

Celui-ci, en effet, paraît se plaire plutôt aux tendances monarchistes qui cherchent actuellement à se regrouper dans une sorte de mouvement unifié. Toutefois, ceci reste aussi le fait de la partie aristocratique de la société italienne. Ce qui semblait attirer la plus la bourgeoisie eu l'endemain de la guerre, c'était le "Front de l'homme quelconque" ("l'Uomo Qualunque", en abrégé l'UQ, d'où son nom de parti "qualunquiste"). Il a été fondé, depuis la libération de l'Italie, par un polémiste de quelque talent, Giannini, ancien imprésario originaire de Naples, qui porte - drôle d'"Homme quelconque" ! - et dont on se demande s'il est capable de nourrir des arrière-pensées ou des vues politiques profondes. En fait l'idée de base est bonne, mais seulement négative : il s'agit de rassembler tous les mécontents, tous ceux qui sont "contre" la mauvaise situation économique, dont Giannini rend responsable le gouvernement des partis, lequel, dit-il, entretient un favoritisme parasitaire. Partant de là, le qualunquisme n'a pas eu de mal à prospérer dans un pays ruiné. Seulement, quand il s'est agi d'élaborer un programme constructif, Giannini n'a pas trouvé grand'chose. Sa grande idée, c'est de constituer "l'Etat administratif", c'est-à-dire un gouvernement uniquement formé de techniciens, sans appartenance aucune à une formation politique. Pour le reste, organisation des pouvoirs, programme d'action, principes du relèvement économique et social, les directives qualunquistes paraissent jusqu'ici très vagues. Les Italiens

n'en avaient cure, semblait-il. Leurs vingt ans de fascisme les ont déshabitués de la pratique des affaires publiques, et le suffrage universel n'a d'ailleurs fonctionné qu'entre 1911 et 1922. Il est tellement facile d'abuser du droit à la parole, enfin recouvré, en critiquant un gouvernement empêtré dans le mauvais héritage du précédent régime ! Il faut aussi faire intervenir les différences entre les caractères français et italiens ; celui-ci s'empêche davantage dans la polémique - les journaux qualunquistes sont justement très âpres - mais il manque du sens critique nécessaire pour discuter, à tête reposée et sur un mode précis, des idées constitutionnelles, afin de choisir en connaissance de cause entre diverses orientations politiques : toutes choses nouvelles pour la jeune démocratie italienne. Prenons-y garde : les fidèles du Duce - les Italiens disent les "fedelissimi" - n'ont jamais désarmé ; ils ont été favorisés par une amnistie assez large, qui a été promulguée par Togliatti, le leader communiste, alors qu'il était ministre de la justice. Cela peut sembler curieux. Mais Togliatti constatait simplement qu'après vingt ans de fascisme une épuration trop rigide aurait complètement désarticulé l'Administration italienne. Seulement, les communistes accusent les Démocrates-chrétiens d'avoir dénaturé l'amnistie en l'élargissant, et aussi de laisser de jeunes exaltés déterrer le cadavre de Mussolini et célébrer des messes pour l'anniversaire de la mort de l'ex-Duce, sans que les réactions du gouvernement démocr chrétien soient autrement molles. Depuis 1947, il est vrai, le mouvement qualunquiste proprement dit a été affaibli par une scission dont l'origine remonte à une querelle de personnes, une fois de plus. Ceci serait de nature à fortifier la Démocratie Chrétienne, déjà assurée sur sa gauche par l'élargissement du Cabinet où De Gasperi a fait entrer Saragat comme vice-président du Conseil. Mais le "néo-fascisme", à l'occasion de la campagne pour les élections de 1948, a dressé ouvertement la tête, et présenté un nombre de candidats presque égal à celui de la Démocratie chrétienne et du "Bloc du peuple" social-communiste. Peu d'élus, il est vrai, ont recueilli les fruits de ce tapage, et la nouvelle Constitution, qui s'inspire de celle de notre IVème République, semble devoir assurer à la vie politique italienne une relative stabilité. Il n'empêche qu'il subsiste en Italie une psychose fascisante et l'opinion publique française, dont l'attention, sur ces matières, est absorbée par la rivalité entre démocrates-chrétiens et communistes ferait bien de ne pas oublier ce fait important.

Paris. Septembre 1949.

Georges PEYRONNET.
(Fédération Education Nationale F.O.)

(La Suite au prochain numéro).

DEBAT PERMANENT SUR LES PROBLEMES DE L'EDUCATION OUVRIERE.

APRES FARNCOMBE

Notre camarade Guy Thoral nous fait part de quelques réflexions sur une semaine d'études organisée cet été en Angleterre par l'Association des Collèges du Travail Britanniques et à laquelle il a participé avec un groupe d'élèves du Centre d'Education Ouvrière.

I. - SESSION DE FARNCOMBE

La session a été organisée par la N.C.L.C., association britannique d'éducation ouvrière. Les Français qui ont suivi cette session n'ont donc eu à s'occuper ni de la direction, ni de l'organisation, ni de l'enseignement. On peut donc dire sans forcer les mots, que cette session était dans la forme comme dans le fond typiquement anglaise.

Travaux et loisirs étaient nettement différenciés dans la journée : cours et discussions collectives avaient lieu le matin, tandis que l'après-midi et la soirée étaient réservés aux excursions, aux jeux et au repos. L'horaire de la journée se présentait ainsi : 8 h. 30 breakfast, 9 h. 45 premier cours, 11 h. deuxième cours. A l'heure du premier cours, les élèves se divisaient suivant leur désir. Les uns suivaient un cours, les autres participaient à une discussion dirigée par un professeur.

A midi, déjeuner, ensuite temps libre jusqu'à l'heure du thé, après celle-ci, à nouveau temps libre ou promenades collectives, enfin souper vers 19 h. 30.

Après le souper, en général, jeux collectifs, danses, etc... le coucher étant vers 23 h.

Pour ce qui est de l'organisation purement matérielle, repas et coucher, il convient d'observer qu'en général, du moins pour les Français, l'organisation était particulièrement satisfaisante. Le système des repas anglais, ainsi que la nourriture nous avaient quelque peu effrayés de prime abord. Cependant, nous fûmes vraiment satisfaits.

Le coucher se faisait par chambres de 3 et 4 personnes au maximum, à l'exception des Anglais groupés en grand dortoir.

- L'enseignement distribué au cours de cette session fut de deux sortes : un enseignement pratique et un enseignement théorique. Notre ami CRISPIN nous expliqua l'évolution de l'économie et des syndicats britanniques depuis les dernières années d'avant guerre. Il nous montra, statistiques à l'appui la transformation de l'économie britannique et des conditions de travail en Angleterre, ainsi que les nombreuses et très réelles difficultés auxquelles son pays a présentement à faire face. Notre ami REDFERN dirigea pour une partie d'entre nous, des discussions collectives aux thèmes variés, mais tournant toujours autour des problèmes économiques actuels de la Grande Bretagne.

- CASEY, après nous avoir retracé assez rapidement l'histoire sociale et tout particulièrement l'histoire du mouvement ouvrier en Grande Bretagne, s'attacha à nous expliquer, d'après MARX, les problèmes généraux, soit de sociologie, soit d'économie, qui sollicitent à chaque instant les militants ouvriers.

- Chacun des cours donna lieu à des discussions plus ou moins substantielles. D'ailleurs la simplicité des professeurs permit à nombre d'entre nous d'interrompre les cours pour demander certaines explications, sans attendre la fin de ceux-ci.

- En général, le niveau de ces cours était assez élémentaire. Même pour le sien, CASEY s'attachait à être extrêmement près des camarades sans faire intervenir des notions complexes, nécessitant une culture économique ou philosophique assez étendue. Les discussions pâtirent donc quelque peu du niveau de l'enseignement, mais toutefois, demeurèrent en général intéressantes, du fait que les matières enseignées suscitaient des réactions de la part de l'auditoire.

- Comme nous l'avons dit précédemment, la direction de cette semaine d'études était complètement anglaise. C'est d'ailleurs une coutume dans notre mouvement, de réserver l'organisation et la direction de telles journées au pays qui reçoit les élèves étrangers. En dehors de l'organisation dont j'ai parlé au début de ce papier et dont on peut dire que la direction avait tracé les lignes minima, celle-ci se fit à peine sentir pendant la durée de la session. La liberté la plus grande régna d'un bout à l'autre sans intervention, ou si peu, de notre camarade REDFERN. Même lorsque les chahuts du soir semblèrent prendre une allure quelque peu exagérée, on peut dire que son intervention fut à peine sensible quoique fort efficace. En somme, en dehors des cours et des repas dont les heures devaient être sauvegardées, aucune obligation particulière ne pesait sur les élèves.

- Cette semaine d'études fut à mon sens beaucoup plus une semaine d'amitié qu'une semaine de travail. La bonne volonté, la curiosité entre Français et Anglais firent que des liens

sentimentaux se créèrent rapidement entre les uns et les autres. Les longues promenades de l'après-midi, agrémentées de conversations très diversifiées, les jeux et les récréations collectives du soir à la joie un peu enfantine de collégiens en liberté, permirent aux uns et aux autres de se connaître, de se comprendre et plus encore de n'en pas rester à des contacts aussi rapides. Ces quelques jours furent des moments de compréhension et d'amitié. Les cours du matin, comme les renseignements réciproques que l'on échangeait sur ses propres conditions de vie, donnaient une base solide à la sympathie qui circulait entre nous.

En somme, et en n'engageant que moi dans ce jugement, je considère que nous avons acquis peut-être plus en apprenant à mieux nous connaître, à mieux nous comprendre, et par conséquent, à mieux nous entendre. L'enseignement fut donc d'un ordre différent de celui qui était prévu. Il atteignit plus nos coeurs que nos esprits, ou plus exactement, il atteignit notre intelligence par l'intermédiaire de nos coeurs. Et qu'on en puisse penser, cela n'est pas du blabla bla

II - CRITIQUE DE LA SESSION.

L'organisation de cette semaine d'études présentait quelques inconvénients. Les cours bloqués le matin, laissant ainsi totalement libre le reste de la journée m'apparaît beaucoup plus propre à l'oisiveté qu'au travail. En outre, ce blocage oblige les élèves à une attention particulièrement soutenue pendant quelques heures, sans qu'il y ait de réelles possibilités d'aération entre les cours. Si la dispersion des cours et des discussions dirigées peut gêner la réalisation d'excursions ou de distractions collectives, il n'en resté pas moins que l'attention au travail peut être ainsi beaucoup mieux soutenue. Il est bien évident que se pose là un problème que nous reprendrons plus largement tout à l'heure, à savoir le véritable caractère de la session.

Le Blocage des cours dans la matinée laisse par conséquent, de larges loisirs. Ceux-ci, il me semble, doivent être pour une large part, non pas dirigés, mais organisés. Je veux dire par là, qu'en laissant la liberté complète aux élèves de profiter de leurs loisirs, il convient de mettre à leur disposition des distractions telles que l'après-midi ou la soirée ne risque pas d'être désœuvrées. Mais je pense que le plus grand danger ne réside pas dans le désœuvrement, mais bien plutôt dans l'individualisme. Les sessions d'études sont des sessions de travail avec des professeurs, c'est bien évident. Elles sont aussi des sessions de travail et d'amitié entre élèves. Chacun des élèves a de l'expérience, il a souvent des responsabilités

syndicales, il vit dans un milieu professionnel et social plus ou moins déterminé, mais toujours limité.

Il vient donc faire part de son expérience et de ses réflexions, comme il vient connaître les expériences et les réflexions de ses camarades. Si la cohésion est trop lâche en dehors des cours, l'enseignement que se donnent réciproquement les élèves risque de ne pas être donné comme il convient, chacun tirant à hue et à dia de préférence aux larges échanges de vue. Je crois donc que Farncombe a laissé trop de latitude aux élèves dans l'après-midi et que les échanges n'ont peut-être pas été aussi constants et fructueux, compte tenu des difficultés de la langue, qu'ils auraient pu l'être dans une organisation des loisirs.

Je noterai simplement que les quatre repas anglais me paraissent assez propices à l'intercalage des cours, du temps libre et des loisirs organisés dans une session.

Enfin, le régime des dortoirs est assez contestable. Les locaux bien souvent ne se prêtent évidemment pas aux chambres individuelles, surtout lorsque les élèves sont nombreux. Toutefois, je crois qu'il convient de réduire dans toute la mesure du possible les chambres collectives, car la tension qui est demandée aux élèves exige qu'ils puissent profiter d'un repos aussi complet que possible. Quelque soit le sérieux des élèves, dès qu'une chambre contient deux ou trois personnes, non seulement les chahuts, mais simplement l'agitation risquent de se perpétuer tard dans la nuit et le sommeil étant trop court, la fatigue finit par s'emparer assez rapidement des élèves. Je sais bien qu'une vie totalement en commun facilite beaucoup les rapports amicaux et que c'est en sorte la partie positive du dortoir, mais je sais aussi que les exigences d'une session d'études peuvent difficilement accommoder un travail intensif avec un repos trop restreint. Evidemment, les chambres individuelles peuvent fort bien ne pas empêcher les chahuts. Je suis persuadé toutefois, qu'elles les limitent et en nombre des participants et en durée, ce qui n'est pas peu de chose. En outre, l'ordre y gagne, c'est-à-dire que l'atmosphère de travail est plus facilement sauvegardée par des chambres individuelles.

Je voudrais en toute amitié, et je souhaite ardemment que nos professeurs Anglais n'y voient aucune trace de dénigrement mais au contraire, une critique fraternelle, dire quelques mots des méthodes d'enseignement qui furent appliquées. Tout d'abord, du moins en ce qui concerne les Français, le niveau intellectuel des élèves était très varié, si bien que le fruit de cette session ne fut pas le même pour tous. Certains peut-être ont eu l'impression de n'avoir pas acquis ce qu'ils espéraient, tandis que d'autres ont profité pleinement de l'enseignement. Il nous est difficile sur ce point, de critiquer les professeurs, car on ne peut distribuer un enseignement qui puisse convenir à la fois à des élèves de formation et de niveau différents. Ce manque d'homogénéité est peut-être diffi-

cile à concilier avec les nécessités de l'enseignement mais nous sommes obligés de dire qu'il est de toute façon regrettable.

En dehors des difficultés de langue que nous acceptons a priori, puisque les élèves de cette session ne devaient pas obligatoirement connaître l'anglais, deux autres critiques doivent être faites. Les cours, à mon sens, n'étaient pas suffisamment synthétiques. Dans une semaine d'études où le temps imparti est restreint, les professeurs doivent s'astreindre à présenter des synthèses, abrégées certes, de toutes les réserves qu'un esprit honnête doit faire devant un ensemble trop bien ordonné. Ainsi la compréhension du sujet traité est forcément bien meilleure et les notes que les élèves doivent prendre et conserver sont alors plus claires et permettent à ceux-ci de s'y reporter plus tard lorsque le besoin s'en fait sentir. Le cours-type d'une session d'études doit donner un enseignement qu'il est difficile de retrouver ailleurs.

On peut dire aussi qu'il n'y eût presque pas de discussions collectives. Il faut en trouver les raisons dans deux faits. Les conclusions des cours quand il y en avait, n'orientaient pas suffisamment les élèves vers les points à discuter et les informations qui ressortaient de ces cours ne prêtait pas, du moins dans leur forme, à des discussions intéressantes. On pourrait ajouter néanmoins, que le temps qui restait après les cours était souvent trop réduit pour les échanges de vue intéressants.

Enfin, après avoir examiné l'organisation et l'enseignement, voyons maintenant la direction même de la session. Si celle-ci fut excellente et amicale, elle m'a paru néanmoins insuffisante. La participation des élèves aurait dû être beaucoup plus importante, tant en ce qui concerne le travail, qu'en ce qui concerne les loisirs. Nos camarades anglais avaient bien formé un petit comité de loisirs, mais celui-ci ne fonctionna, en réalité, que pour réaliser la soirée des adieux. Je crois que le ressort de la direction proprement dite et le ressort de la direction par les élèves sont assez différents. La direction proprement dite a pour but de prévoir les conditions matérielles et d'en surveiller la réalisation. Elle a encore à prévoir et à mettre au point les méthodes et les matières de l'enseignement. Les élèves, de leur côté, doivent participer à la direction de telle sorte que l'enseignement soit toujours particulièrement fructueux. Ce résultat peut être obtenu si, par exemple, des élèves désignés par leurs camarades se réunissent chaque jour avec les professeurs pour discuter des réactions des uns et des autres. Ainsi, des redressements intéressants, soit du côté des professeurs, soit du côté des élèves, peuvent être réalisés rapidement. Les élèves doivent aussi sur le plan des loisirs s'organiser eux-mêmes et prendre des décisions en

collaboration avec la direction.

Malgré ces quelques critiques, nous pouvons affirmer que cette session fut intéressante et marquera dans la mémoire des élèves. Cependant, je pense que si cette semaine d'études a porté des fruits réels et durables je l'espère, cela tient beaucoup plus à la bonne volonté de tous. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, le fait que des hommes et des femmes, ayant les mêmes préoccupations, souvent une expérience semblable, et poursuivant les mêmes buts, sont réunis ensemble, il en résulte une atmosphère d'amitié et de sympathie qui produit toujours des effets intéressants quelles que soient les conditions dans lesquelles se tient cette réunion. Ainsi, si je regrette que l'enseignement intellectuel ne fut pas meilleur, je pense tout de même que nul ne peut regretter ces huit jours en Angleterre, pendant lesquels, syndicalistes anglais et syndicalistes français surent particulièrement s'apprécier et se comprendre.

III. - QUELQUES IDEES SUR LES SEMAINES D'ETUDES.

Voici donc la dernière expérience que j'ai vécue. Partant de celle-ci, je voudrais profiter de l'occasion pour émettre quelques réflexions qui valent, à mon sens, la peine d'être examinées. On me dira peut-être que la session franco-anglaise de juillet peut difficilement servir de point de départ et qu'il convient de distinguer entre les sessions nationales et les sessions internationales. Je ne suis pas d'accord. Et ce n'est pas la théorie, mais bien la pratique qui me fait répondre cela. J'ai assisté depuis quelque vingt ans à des sessions d'études de toutes sortes, à durée variable, syndicales, politiques et religieuses et je puis affirmer que les unes et les autres, par l'esprit comme par l'ambiance, ont de très nombreux points de ressemblance. En bref, je crois que si les sessions d'études remplissent les conditions ci-après, elles ont un maximum de chance de réussir et d'imprimer par conséquent, intellectuellement et sentimentalement leur influence sur les participants. Tout d'abord, en ce qui concerne la forme, il faut que les journées d'études soient des journées d'intérêt complet, tant pour les professeurs que pour les élèves, et autant que possible assez éloignées des grandes villes. Au point de vue fond, il faut qu'il y ait homogénéité d'élèves et identité du but poursuivi.

Mais ceci demande au préalable que l'on sache bien exactement ce que l'on désire. Les semaines d'études, quelques courtes que certaines puissent être, sont généralement prises sur le temps des vacances des élèves. Celles-ci étant absolument indispensables, il apparaît a priori, difficile de fatiguer exagérément les camarades qui sentent le besoin et la nécessité de se former et de s'informer toujours plus. Toutefois, comme il s'agit de préparer les camarades à leur action syndicale, il ne peut être question de réelles vacan-

ces. Alors quoi faire? Un choix donc se présente : session intensive, vacances ou quelque chose de mixte qui s'appellerait "session ordinaire". Ces dernières poursuivraient un but de formation et de délassement, permettant ainsi de s'instruire et de se reposer en même temps, dans toute la mesure du possible. Je pense que le deuxième terme du choix doit être écarté puisqu'il n'intéresse en somme que les organisations de loisirs et non pas à proprement parler les centres d'éducation ouvrière. Il nous reste donc à déterminer ce qui convient le mieux pour telle ou telle session d'études.

Ce choix étant fait, il faut fixer les méthodes appropriées. Une session intensive mettra l'accent beaucoup plus sur le travail, tandis que les "sessions ordinaires" tâcheront d'allier le travail avec le repos.

De toutes façons, il faut demander beaucoup aux élèves comme aux professeurs. Dans les deux sortes de sessions, certaines exigences sont les mêmes. Elles peuvent être d'amplitude et de niveau différents, elles s'imposent toutefois dans l'un et l'autre cas. Aux élèves, il convient de demander qu'ils ne se contentent pas d'écouter des cours. Il faut qu'ils prennent des notes et c'est très difficile de prendre des notes. Il faut leur demander de réfléchir et de participer réellement aux cours et aux discussions. Une implication immédiate de ces exigences, c'est qu'il soit prévu dans la journée, un moment où les élèves s'astreindront à réfléchir seuls sur les problèmes ou sur les conséquences de ceux-ci, objets de la journée.

Aux professeurs il faut demander énormément. Tout d'abord le niveau de leurs cours doit être bien déterminé en fonction du niveau moyen des élèves. Chaque cours ou chaque série de cours fait par un même professeur, doit former un tout. Cela ne signifie pas que les questions doivent être présentées ou traitées de façon dogmatique, mais qu'elles se présentent clairement à l'intelligence des élèves? Il faut prévoir les points de discussions et les amorcer. C'est seulement ainsi qu'une discussion peut être nourrie des réflexions de chacun et particulièrement fructueuse pour tout le monde.

Enfin, le professeur doit n'être pour les élèves qu'un camarade qui ne croit pas avoir trouvé la vérité, mais qui, par ses recherches, se trouve plus à même de parler sur un sujet. C'est d'ailleurs sous cette forme que la réflexion sera développée au maximum et que chacun pourra profiter comme il convient de la session. La plupart des gens à l'heure actuelle, sont avides de certitudes, c'est-à-dire, en somme, de tranquillité, de sécurité. Par la réflexion personnelle, ils se forment un esprit critique qui, sans éliminer pour autant des possibilités de certitudes, les

laisse toujours avides de compléments ou de révisions nouvelles.

Enfin, je crois que la direction de la session d'études doit, en dehors de l'organisation préalable essentielle, être le fait de tous. Comme je l'ai déjà indiqué plus haut, les réactions des élèves doivent être connues des professeurs afin que ceux-ci, dans toute la mesure du possible, adaptent toujours mieux leur enseignement.

Je n'ai pas eu la prétention dans ces quelques lignes de faire un tour complet du sujet. Elles n'ont pour but que d'apporter des éléments qui me paraissent essentiels. Ce jugement et ces réflexions, je voudrais qu'ils suscitent, parmi nos camarades, leur réaction, afin que nous puissions tous, dans la mesure de nos possibilités, aider le Centre Confédéral dans la lourde tâche qu'il accomplit.

Guy THOREL.

"N'approchons jamais, ni peu ni prou, des pourris"

de PROUDHON.

Lettre à Rolland

12 mars 1861

DEBATS D'ACTUALITE.

A PROPOS DE LA PARTICIPATION OUVRIERE
AUX BENEFICES INDUSTRIELS

IL FAUT TOUT DE MEME EN PARLER.

Depuis quelques mois, un problème pratiquement nouveau a surgi dans le monde ouvrier. Le Personnel de la Régie Renault a réclamé que soit tenue une promesse qui lui avait été faite pour encourager la productivité, nous voulons parler de la participation aux bénéfices.

Il ne s'agit pas, dans ce court aperçu, qui n'est, espérons-le, qu'un prélude à d'amples débats, de critiquer "a priori" la position prise par nos camarades de la Régie Renault, mais bien d'essayer de rechercher entre syndicalistes si cette revendication est de nature à améliorer ou non la condition ouvrière.

Constatons d'abord que la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, depuis sa création, a affirmé et même proclamé qu'elle marquait sa préférence pour une révalorisation du pouvoir d'achat par la baisse des prix, que son action pendant plus d'un an a appuyé cette proclamation (cartel de baisse, lutte sur les marchés, rupture des pourparlers avec le Gouvernement, etc... etc...).

D'autre part, le Centre d'Education Ouvrière et le Bureau Confédéral ont développé, dans toute la mesure du possible, la formation des délégués aux Comités d'Entreprise et notre journal Force Ouvrière a fréquemment donné de multiples indications à propos des prix de revient afin de permettre à ces délégués d'intervenir efficacement pour l'établissement du plus juste prix.

Chacun sait que le prix de revient conditionne le prix de vente et que le Comité d'entreprise doit pouvoir freiner certains appétits.

L'ignorance ou le laisser faire des délégués aux Comités d'entreprise dénote, non seulement l'incapacité gestionnaire des intéressés, mais encore permet aux entreprises une liberté d'action, la plus souvent nuisible aux acheteurs.

Comment concilier la participation aux bénéfices et l'action pour le plus juste prix qui représentent deux thèses en apparence diamétralement opposées? Notre propos n'est pas de répondre à cette question mais seulement d'énoncer quel-

ques réflexions.

La répartition des bénéfices ou plus exactement la participation du personnel aux bénéfices de l'entreprise met, disons-le sans ambages, en échec, la doctrine syndicale sur le profit.

Sur le profit capitaliste, dirait-on. Oui, mais le syndicalisme a-t-il le droit, les ouvriers ont-ils un intérêt collectif, le premier à favoriser, à soutenir la participation de la classe ouvrière au profit, les seconds à permettre que les bénéfices d'une industrie nationalisée ne profitent pas au consommateur, mais seulement à l'Etat et au Personnel.

Le problème n'est actuellement posé que pour la Régie Renault qui a réalisé des bénéfices. Soit.

Pourtant, ce qui est vrai là peut être vrai ailleurs.

Les primes de vacances accordées à la Sécurité Sociale, c'est aussi, si l'on veut, une forme de la participation aux bénéfices.

La prime "collective" dont l'idée vient d'être lancée par JOUHAUX ne rejoint-elle pas l'idée de la participation aux bénéfices? Non, nous dit-on, puisque le bénéfice ne peut être calculé qu'après la distribution des salaires et des "primes". Nous le voulons bien mais ce n'est, semble-t-il, qu'une astuce car ce qui va au personnel ne va pas à l'usager. Comme ce qui va au patron capitaliste ne va pas à l'usager. Il n'y a pas à sortir de là.

Alors, où allons-nous si seuls les travailleurs d'organismes, de Régies, d'entreprises nationalisées ou privées qui réalisent des bénéfices (souvent parce que l'usager paie trop cher) peuvent améliorer leurs salaires? Que deviendront les travailleurs des entreprises déficitaires? Leur fera-t-on supporter en partie le déficit?

Nous voulons croire qu'au fond toutes les revendications fondées sur les bénéfices (appelés ainsi ou autrement) ne font que masquer le vrai problème qui est celui de la misère ouvrière.

Il serait bon que nos camarades de la Régie Renault, que nos camarades de la Sécurité Sociale viennent dire dans cette Tribune libre que sont les Cahiers Pelloutier, s'ils ont entendu seulement obtenir un avantage pécuniaire dont le nom importe peu, ou si, au contraire, ils pensent que l'heure est venue de revendiquer la répartition des bénéfices, quels arguments ils apportent pour soutenir leur thèse et enfin

comment ils conçoivent que le système peut être étendu à tous les travailleurs car, tout de même, être syndiqué, être syndicaliste, ce n'est pas se soucier seulement de son propre standard de vie, c'est aussi, c'est surtout mesurer les conséquences de ses actes en tenant constamment compte que les autres travailleurs peinent autant que soi-même.

C'est avec ce souci de l'intérêt de tous les travailleurs et non d'une partie de ceux-ci que nous voudrions que soit débattu et ensuite résolu le problème que nous venons de poser.

CLAUDE.

(Fédération Air Guerre-Mariné)

" - Ne crois-tu pas, - demande un jour Don Severino - que la société sera toujours dominée par des oligarchies et qu'il y aura toujours des opprimés et des exploités? "

- Je ne le crois pas, Severino, répond Pietro. Et quand bien même? Nous serons toujours avec les pauvres".

Ignazio Silone

Le grain sous la neige

(Un livre à lire)

LA LUTTE SYNDICALE PAR LES CONVENTIONS COLLECTIVES

- Il est indispensable de préciser que ce papier n'est pas une étude sur les Conventions Collectives, celle-ci sera faite par des camarades beaucoup plus compétents que je ne le suis.

- Militant actif, mon souci dominant sera de faire connaître, surtout aux jeunes militants, tout l'intérêt que nous devons attacher aux Conventions Collectives. Dans le passé elles ont stabilisé et concrétisé l'amélioration des conditions de travail que les travailleurs obtenaient par la lutte syndicale.

- Si aujourd'hui, une grande partie des salariés pense qu'ils ont perdu de leur valeur du fait que la législation sociale actuelle garantit la sauvegarde de leurs intérêts principaux, ces mêmes salariés oublient, ou ne savent pas, que cette législation est la codification même des luttes épiques passées. Quelques exemples illustreront mieux que de longs discours ce que nous affirmons.

- Le droit de grève et d'association syndicale, le respect des libertés syndicales, qui sont maintenant inscrits dans le texte de la Constitution de la Quatrième République, sont partis d'une certaine loi Le Chapelier (17 juin 1791) qui interdisait toute coalition et toute association ouvrière ou patronale. Malgré des répressions nombreuses et très souvent sanglantes, après près d'un siècle de luttes ouvrières, les Pouvoirs Publics ont dû reconnaître, d'abord non pas ouvertement, mais implicitement, sinon le droit de grève, tout au moins le droit de coalition en 1864, pour ensuite, par la loi Waldeck-Rousseau de 1884, rendre légal le droit d'association et de réunion. Ce n'est qu'en 1946 que le respect des libertés syndicales fut légalement admis et encore ce n'est que dans le préambule du texte de la Constitution. Nous voyons par ce premier exemple qu'il a fallu plus de cent cinquante ans de luttes ouvrières et bien des années de situation de fait pour que les législateurs acceptent d'inscrire dans la loi ce qui avait déjà pratiquement force de loi.

- Le principe même des Conventions Collectives qui fut codifié par la loi du 25 mars 1919, était déjà dans les faits depuis 1891 et elles existaient dans de nombreuses activités.

- Nous pourrions prendre tout le Code du Travail actuel en en faisant la comparaison avec l'histoire des luttes ouvrières de ces cent cinquante dernières années, nous

constatations que sa codification n'est venue qu'en ratification des états de faits que les travailleurs avaient imposés par leurs luttes.

-- Il était indispensable de rappeler ces quelques exemples avant d'aborder les problèmes d'un passé récent que nous connaissons tous.

- La guerre, l'occupation, la libération ont été autant de faits qui contribuèrent à la déviation du mouvement syndical de ces dix dernières années. La participation au gouvernement de politico-syndicaux, aux-mêmes ministres, accentua cette déviation en politisant le mouvement ouvrier, laissant croire que les rapports employeurs-employés pouvaient se régler par des décrets, des arrêtés ou des lois.

- La politique syndicale de cette période, non seulement ne fit rien pour ranimer le syndicalisme, mais au contraire, la principale centrale syndicale qui était la C.G.T., politisée dans ses principales fédérations, lançait des mots d'ordre, tel que : "produisons d'abord, revendiquons ensuite". Le résultat inévitable de cette politique se fait maintenant sentir, les travailleurs sont devenus eux-mêmes des légalistes et attendent des Pouvoirs Publics les remèdes à leurs maux.

- Si fin 1947, écoeurée d'une telle politique syndicale une grande masse des adhérents de la C.G.T. abandonna celle-ci, seulement quelques noyaux de militants non politisés qui avaient, par leur combativité et leur valeur, conservé des postes de responsables, remontaient une nouvelle Centrale libre sous le nom de Force Ouvrière et regroupaient avec eux une partie des ex-cégétistes; l'autre partie prenait prétexte de cette séparation pour rester inorganisée.

- La nouvelle Centrale, dès ses premières assises rompait le charme du légalisme en affirmant par ses congrès constitutifs une nouvelle orientation syndicale basée sur le retour à la libre discussion des salaires dans le cadre des Conventions Collectives.

- Ces deux dernières années, et en particulier la dernière année d'immobilisme gouvernemental, prouvent que nous avons raison. En effet, le pouvoir d'achat des travailleurs s'est encore amoindri du fait que les salaires restaient bloqués alors que les prix, sous la couverture du retour à la liberté, continuaient leur course ascendante.

Ces points d'histoire aboutissent au présent que nous subissons et à l'avenir que nous devons nous préparer.

Cà présent, la classe ouvrière française le subit passivement pour plusieurs raisons et dont la moindre n'est pas de s'être laissée et de continuer à se laisser chloroformer par le légalisme que la législation actuelle maintient à son désavantage.

Le seul moyen d'en sortir maintenant, c'est de revenir à la véritable lutte syndicale, comme nos pères l'ont menée, afin que nos intérêts soient sauvegardés en conformité avec nos aspirations.

Les projets de Convention Collective sont des documents très intéressants, mais si nous ne voulons pas qu'ils restent dans le domaine de la polémique entre organisations centrales ouvrières et patronales, si nous voulons qu'ils deviennent des réalités, il faut expliquer aux travailleurs toutes les garanties que les Conventions collectives apportent à la classe ouvrière, mais il faut aussi lui dire à cette classe ouvrière, que seule sa combativité est l'atout principal qui en permettra la réalisation.

Pour tout militant, contribuer à ce réveil syndical, c'est travailler pour l'avenir, c'est redonner aux travailleurs eux-mêmes la confiance indispensable pour de nouvelles améliorations, et c'est surtout redonner au syndicalisme lui-même toute sa valeur.

BOURBONNEUX

(Fédération des Métaux)

LES LIVRES.

Nous signalons dans cette rubrique quelques-uns des livres qu'on lira avec intérêt et qui viennent d'être édités ou réédités. Comme tous les autres livres que nous ne pouvons analyser ici, faute de place, ils peuvent être commandés à :

LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

coopérative d'édition et de librairie,
198, avenue du Maine, Paris (XIVe)
C.C.P. Paris 5450.00

1.- Maurice LIME : LES BELLES JOURNEES.

Sous le titre "Les Belles journées" (Bière éditeur) Maurice LIME vient de consacrer un livre aux événements de 1936 et en particulier aux occupations d'usines.

Livre savoureux, riche d'observations prises sur le vif, par un ouvrier autodidacte qui a vécu les événements dont il parle, qui a joué un rôle dans l'organisation de la grève et qui sait faire revivre le comportement des travailleurs et l'atmosphère de lutte et d'enthousiasme de ces journées.

C'est tout d'abord l'évocation de la grande entreprise en voie de transformation, les réactions des ouvriers et surtout des ouvrières qui doivent s'adapter au rythme épuisant de la chaîne de montage, c'est aussi l'opposition entre les divers groupes de travailleurs, maîtrise, ouvriers qualifiés, manoeuvres. C'est aussi et surtout le heurt des caractères, le conflit des tempéraments et des variétés, les amitiés qui se jouent, les liaisons amoureuses dans la promiscuité du travail et surtout l'effort tenace et persévérant des militants pour que la conscience de classe et les liens de solidarité ouvrière l'emportent sur les ambitions et rivalités personnelles, sur les petites et les égoïsmes particuliers.

Belle figure de militant que ce Pierre Lemaire qui consacre le meilleur de son temps et de son intelligence à l'organisation syndicale, pour assurer l'émancipation de ses camarades de travail. Il représente pour nous la tradition d'indépendance, de pensée libre, de refus de parvenir seul qui caractérise le véritable syndicalisme

et nous ne sommes pas surpris de le voir entrer en conflit - même dans la difficile période d'occupation des usines - avec des militants d'une organisation politique, plus soucieux de discipline passive et d'obéissance aux ordres d'un parti que des intérêts véritables des travailleurs. Et Pierre Lemaire d'abord communiste ne tarde pas à être rejeté par ceux mêmes qu'il avait le plus aidés mais qui, délibérément, subordonnent toutes les valeurs humaines à l'emprise et aux consignes du parti. Et Pierre Lemaire "se refusant à sacrifier les copains vivants à des abstractions froides et mortes" comprend que sa place n'est plus parmi ces dévots d'une nouvelle religion, despotiques et intolérants, mais il continue à militer, à sa place, à son rang, sans désir d'arriver.

G.V.

2.- UN PEU D'HISTOIRE SOCIALE : LE CHARTISME.

On vient de rééditer (1), un des grands classiques de l'histoire du mouvement ouvrier : le chartisme d'Edouard Dolléans. Tous nos camarades devraient lire, ou relire cet ouvrage qui nous montre la situation tragique de la classe ouvrière anglaise au début du capitalisme, avant même la naissance du mouvement syndical.

"La Révolution industrielle, en particulier le Machinisme, bouleversaient les habitudes des classes laborieuses" et mettaient en danger leur niveau de vie; le "chartisme" est leur réaction.

L'entrée en jeu des masses.

La charte du peuple était un projet de loi qui devait donner aux travailleurs anglais les droits politiques dont ils étaient jusqu'alors privés. Il est donc intéressant de noter que toute cette agitation montre la liaison des problèmes politiques et sociaux : par la conquête du droit de suffrage, les ouvriers espéraient acquérir une arme au service de leurs revendications de classe, comme la bourgeoisie lors de la Révolution de 1789. Il faut suivre, avec Dolléans, les phases de cette longue période d'agitation (1831-1848) qui culmina avec une tentative de grève générale : le mois sacré. Et l'échec de cette agitation allait conduire les ouvriers britanniques à former des

(1) Librairie Rivière, Paris.

organisations syndicales, les Trade-Unions.

Quelles leçons tirerons-nous de ce livre ?

1°.- Que la qualité des chefs du mouvement ne répond pas toujours à la qualité de la cause à défendre; malgré la défaillance des leaders, le chartisme a marqué un succès, au fond, de la classe ouvrière, car elle a pris conscience d'elle-même et de sa puissance.

2°.- Que les démagogues (dont Feargus O'Connor est le type) remportent de faciles succès auprès des masses peu ou non éduquées et que leur influence est terriblement néfaste pour le succès du mouvement.

3°.- Qu'il y a un grave problème de la liaison entre les classes moyennes et la classe ouvrière, l'isolement de celle-ci la conduisant à l'échec.

4°.- Que, suivant le mot du préfacier, le Professeur Cobban, les chartistes "refusèrent de reconnaître un divorce entre la liberté et l'égalité ou de sacrifier l'une à l'autre". Quel magnifique exemple à suivre en ces temps de démocratie populaire! Quel enseignement pour des syndicalistes libres et qui suffirait seul à rendre ce livre indispensable!

Pierre GIRAUD.

3.- Gilbert SIGAUX : LES CHIENS ENRAGES.

- Trois justes, trois hommes libres, disent la vérité. Celle-ci n'étant pas bonne à dire, n'étant pas "politique", ils seront jetés en prison s'ils ne parviennent à s'échapper. Mais ils perdront déjà la liberté à ne pouvoir faire autrement que fuir, à chaque instant y penser. Pire, ils connaîtront la solitude. L'un mourra, peut-être parce qu'il n'aura pas assez facilement consenti à cette solitude. Les deux autres? Leur voix sera étouffée, ...; ils apparaîtront comme des êtres mutilés et des vaincus mais, en réalité, même dans ces conditions-là ils seront invincibles car ils seront en harmonie avec les forces immortelles qui régissent la vie. Et en définitive ce seront eux les vainqueurs. Le monde, s'il continue, sera reconstruit sur leur credo".

Cette magnifique profession de foi du grand écrivain italien SILONE, ce livre de Gilbert SIGAUX en est comme une illustration. Roman? Peut-être, encore que ce soit

plutôt comme un ami qui vous parle. Une voix qui nous prend et qui, espérons-le, ne nous lâchera plus :

"Il n'y a que des frontières pour les révolutionnaires en lutte; des frontières, des barrières, des bouches scellées, des regards qui fuient. Avec la foi la plus tenace, il faut une habitude qui ne se prend pas en un jour pour supporter cela. Ou la fraternité. Les révolutionnaires solitaires sont des chiens enragés. Pas seulement pour les autres, pour eux-mêmes. La folie et le désespoir cessent de les guetter. Et le mot qui descend le plus profondément en eux c'est : dormir.

Ils parlent et agissent pour l'avenir - ou du moins contre le présent - ils sont dans un monde et vivent pour un autre monde, sans rien pour les aider qu'une foi. Mais quelle foi résiste au mensonge, à l'ennui, à la haine, à la peur? Il faut sans cesse la reconquérir sur ses propres marécages. Il faut à chaque heure maintenir vivant en soi le visage de l'avenir.

Cette citation donne le ton de ce livre qui sait être court et complet. C'est moins la réflexion qu'il stimule que la méditation qu'il appelle, la méditation qui fait mieux prendre conscience des nécessités et du sens de l'action.

Alors il faut lire ce livre.

G.W.

LA VIE DES CAHIERS.

L'abondance des matières de ce numéro nous contraint à remettre au prochain un aperçu sur notre correspondance et sur la vie des Cahiers.

La période d'hiver doit faciliter pour chacun de nous la collecte des abonnements. La recherche des camarades susceptibles de travailler avec et pour les Cahiers.

Au travail Camarade! Ecrivez-nous, Critiquez-nous.

LA VIE DU CENTRE D'EDUCATION OUVRIERE.

Le Centre d'Education Ouvrière a repris ses cours depuis le 10 Octobre. La séance d'ouverture, le 7 Octobre, a obtenu un net succès. De nombreux camarades sont venus entendre un exposé de Bothureau sur la situation économique et sociale actuelle. Puis Vidalenc a réitéré les principes d'organisation et la vie du Centre et quels cours sont, cette année, ouverts aux camarades. En voici la liste :

- Mathématiques appliquées au métier I et II
- Sécurité sociale I et II
- Histoire des doctrines sociales
- Droit ouvrier
- Economie politique
- Condition ouvrière en U.R.S.S.
- Histoire contemporaine
- Histoire du travail
- Vie économique de la France
- Allemand
- Anglais I, II, III et IV. : Quatre cours gradués.
- Espéranto
- Moniteurs
- Hygiène du travail
- Français II et III
- Astronomie
- Histoire du mouvement ouvrier
- Initiation à la littérature contemporaine
- Comptabilité I et II
- Organisation scientifique du travail
- Formation syndicale
- Evolution des techniques
- Droit usuel.

Rappelons pour nos camarades qui ne pourraient se déplacer, qu'il est possible de s'inscrire aux cours par correspondance.

Tarifs des inscriptions

Premier cours : 300 frs

Deuxième cours: 200 frs

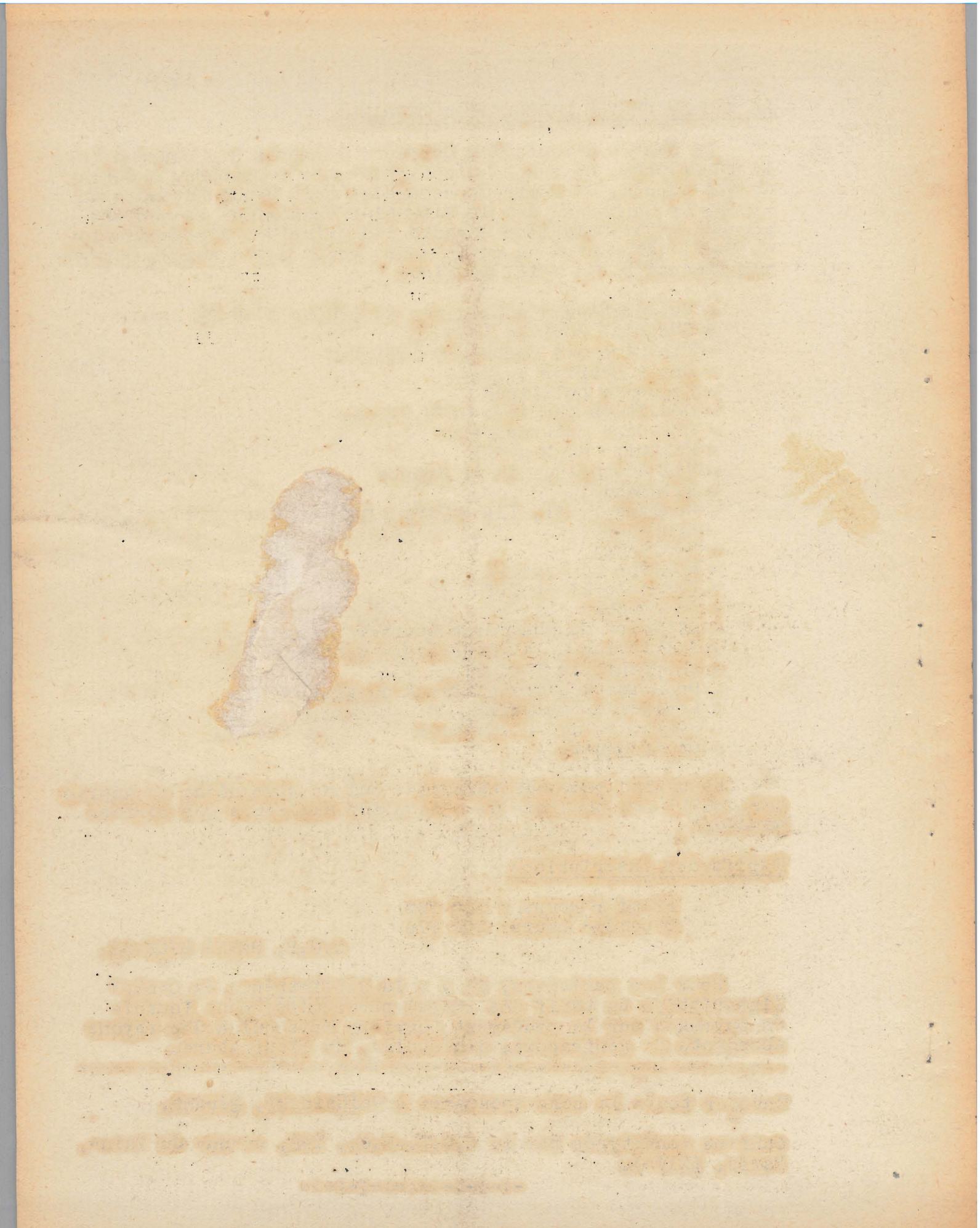
C.C.P. PARIS 6705-38.

Pour les parisiens, il y a la Bibliothèque du Centre (inscription au tarif des cours) particulièrement fournie en ouvrages sur le mouvement ouvrier, mais qui a des rayons abondants de géographie, d'histoire, de littérature.

Envoyer toute la correspondance à Walusinski, gérant.

Cahiers ronéotypés par la C.G.T.-F.O., 198, avenue du Maine,
Paris, (XIV^e).

1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708



Correction :

Semaines d'Etudes du C.E.O.

1. du 16 au 23 juillet à Farncombe (Angleterre)
Prix : 10.000 frs, voyages compris
de Paris à Paris.
 2. Du 27 juillet au 3 août - Semaine franco-belge
à Bièvres (Sâine & Oise)
Prix : 4.000 frs, voyage non compris.
 3. du 5 au 19 août - Quinzaine franco-anglaise
à Bièvres (Seine & Oise)
Prix : 8.000 frs, voyage non compris.
-